REVOLUTION SOCIALISTE

On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme. Lénine

Licenciements, guerre impérialiste, baisses des salaires et des retraites... Hollande est au service du capital : Il faut un gouvernement ouvrier !

Mali Flexibilité CGT École Grèce Tunisie

n° 40 mars 2013 1,50 euro groupe bolchevik [collectif révolution permanente]

La crise du capitalisme se poursuit

La paralysie budgétaire fédérale aux États-Unis

Les parlementaires républicains et démocrates n'ayant pu s'entendre, les coupes budgétaires automatiques ont commencé aux USA à partir du 1er mars. Elles doivent se monter, si aucun accord n'est trouvé, à 85 milliards de dollars (66 milliards d'euros) d'ici le 1er septembre 2013, date de fin de l'exercice budgétaire, puis à 109 milliards de dollars par an pendant cinq ans. Avec le risque de faire trébucher la reprise économique qui s'amorce et les inévitables conséquences sociales comme les deux millions de fonctionnaires fédéraux menacés de chômage technique, les restrictions dans les programmes scolaires, sociaux, etc.

Derrière cette impuissance des deux partis de la bourgeoisie américaine à dégager des solutions, se lit l'ampleur de l'impasse du mode de production capitaliste dans le plus puissant pays du monde : la dette publique américaine dépassant les 16 000 milliards de dollars (12 500 milliards d'euros), Républicains et Démocrates balancent sans parvenir à rien entre coupes drastiques et hausses des impôts. Le 23 janvier, la Chambre des représentants, dominée par le Parti républicain, a autorisé un nouveau dépassement du plafond de la dette jusqu'au 18 mai, évitant ainsi à l'État d'être en cessation de paiement.

Mais après tout, est-ce si important puisque Wall Street a retrouvé ses niveaux d'avant la crise de 2008, que l'économie américaine recrée des emplois et que les constructeurs automobiles ont renoué avec les bénéfices ?

En réalité, derrière cette faible reprise, de 2,2 % en 2012 et estimée à 2 % pour 2013, il y a encore et toujours la même drogue déversée à flot par la Fed, la banque centrale américaine, soit également quelques 85 milliards de dollars, mais cette fois-ci par mois, de création monétaire, dont 40 milliards sont consacrés au déficit public et 45 autres à soutenir l'immobilier et les prêts hypothécaires, c'est-à-dire à recréer une bulle spéculative du même type que celle de la crise de 2008 ! Et, comme un opiomane qui ne se sent bien qu'avec sa dose qui pourtant le perdra, l'économie américaine tremble et se crispe dès que la rumeur d'une politique moins accommodante de la Fed se fait jour. Toutes les autres banques centrales (BCE, BoE, BoJ…) suivent une politique monétaire de type keynésien qui explique en partie l'euphorie boursière actuelle… et prépare la prochaine crise mondiale.

La relance keynésienne et l'économie d'armement dans la Chine capitaliste

En Chine, l'État a adopté un plan de relance pour compenser le ralentissement de la demande mondiale, alors que se poursuit, comme conséquence de la lutte de classe du prolétariat chinois, la sape progressive de son avantage économique avec l'augmentation des salaires réels dans les zones urbanisées qui ont triplé entre 2000 et 2010.

Ainsi, si globalement la croissance mondiale a été de 3,2 % en 2012 et que 3,5 % sont prévus pour 2013, la crise du capitalisme, loin d'être effacée, poursuit son développement inégal et les contradictions qui continuent de s'amonceler peuvent à tout moment précipiter le système dans des contractions violentes.

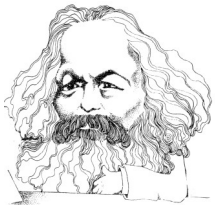
La rivalité grandissante entre les deux puissances impérialistes d'Asie, le Japon et la Chine, les pousse toutes deux au militarisme, aux dépenses d'armement et aux démonstrations de force en mer de Chine.

La récession en Europe

Pourtant le pire n'est pas là, mais dans la zone euro, où, derrière une moyenne de – 0,6 % de contraction de la croissance en 2012, se cachent des situations catastrophiques comme la Grèce, qui a perdu plus de 20 % de PIB depuis le début de la crise et où le salaire moyen a baissé de 45 % en deux ans, ou encore la poursuite de la récession en Espagne, en Italie, au Portugal. Certes, comme le note *L'Expansion* en termes choisis, *« en Irlande, Espagne et dans une moindre mesure Italie et Portugal, les efforts consentis*

Révolution Socialiste n° 40

Éditorial p. 2
CGT p. 6
Immigrés p. 10
Flexibilité p. 11
Homosexuels p. 12
Université p. 13
École p. 36
Tunisie p. 15
Mali p. 16
Grèce p. 21
Égypte p. 25
Palestine p. 27
Pérou p. 29
Algérie p. 30



www.revolution-socialiste.info

pour réduire le coût du travail sont tels que la compétitivité se redresse, stimulant les exportations ». Mais avec une prévision de croissance négative à – 0,3 % pour 2013, l'Europe concentre toutes les difficultés. Et ce n'est pas l'Allemagne qui va servir de locomotive, avec ses 0,5 % de croissance prévus pour 2013.

Les exigences du capital...

Le caractère profondément réactionnaire du capitalisme au stade impérialiste se lit aussi dans le *Rapport mondial sur les salaires* publié récemment par l'OIT. D'après celui-ci, la productivité du travail dans « les économies développées » a augmenté deux fois plus que les salaires depuis 1999. Aux USA, depuis 1980, la productivité horaire a cru de 85 % alors que les salaires n'ont augmenté que de 35 % ! Ces chiffres expriment crûment la seule politique qui vaille pour les bourgeoisies alors que l'expansion économique est globalement faible, voire dans certains cas nulle ou négative : augmenter le taux d'exploitation, pressurer sans fin la classe ouvrière pour tenter de maintenir le taux de profit.

C'est ce que dit cyniquement le PDG de Titan, entreprise américaine un temps intéressée au rachat de l'usine Goodyear d'Amiens Nord dont les travailleurs sont depuis des mois en chômage partiel :

> *Les ouvriers français sont beaucoup payés, mais ne travaillent que trois heures. Ils ont une heure de pause au petit-déjeuner et au déjeuner, parlent pendant trois heures et travaillent pendant trois heures. J'ai fait part de cette remarque aux syndicats : Ils m'ont dit que ça marchait comme ça en France.*

Le ministre Arnaud Montebourg a fait mine d'y voir un affront national et a convoqué les mânes de Lafayette pour lui répondre, là où le capitalisme, qu'il soit américain, chinois, allemand ou français, ne fait que poser ses conditions, celles de la surexploitation. Le PDG de Cosco, entreprise chinoise qui a pris, fin 2008, le contrôle de deux des trois débarcadères du port du Pirée en Grèce parlait dans les mêmes termes des dockers grecs : *« Ils voulaient la belle vie, plus de vacances et moins de travail.* » avant de licencier les syndiqués, de remplacer les personnels permanents sous statut par des intérimaires sous-payés, de casser les accords collectifs, de baisser les retraites, etc.

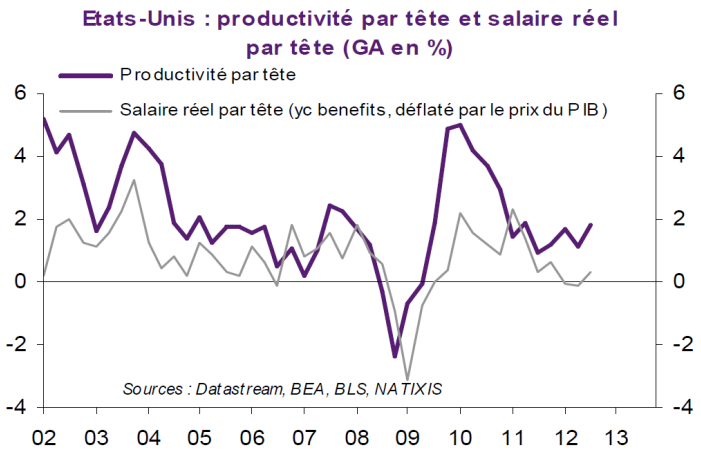
...poussent Hollande sur une ligne de plus en plus réactionnaire

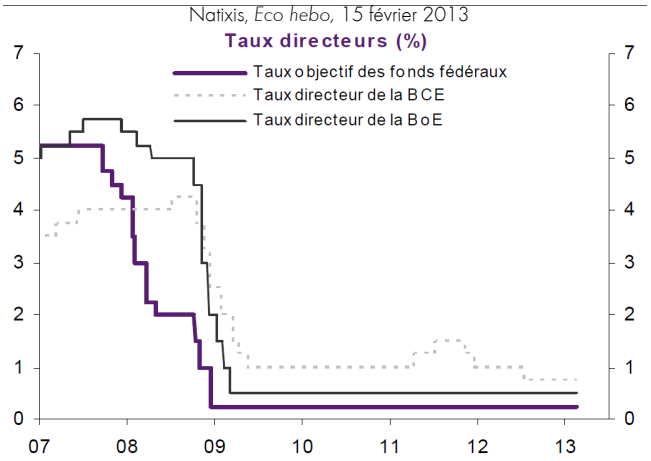
Les nécessités du capitalisme en crise laissent peu de place et peu de temps à l'hypocrisie et aux faux-semblants pour faire illusion. En moins d'un an, Hollande et son gouvernement ont épuisé le peu de crédit qu'ils pouvaient récupérer après 10 ans de présidence et de majorité parlementaire UMP auprès d'une partie de la classe ouvrière et de la jeunesse, en se rangeant ouvertement du coté de toutes les exigences de la bourgeoisie française.

Qu'il s'agisse de s'attaquer au droit du travail, par le projet de loi reprenant l'accord compétitivité emploi, aux statuts et conditions de travail des enseignants par la réforme des rythmes scolaires, aux étudiants et personnels des universités par le projet de loi Fioraso, aux fonctionnaires par le blocage des salaires et la poursuite des suppressions de postes, aux Roms par la circulaire Valls, etc. Sans oublier l'intervention au Mali pour rétablir les positions de l'impérialisme français. Et il faut prévoir que vont suivre une nouvelle remise en cause des retraites et des prestations familiales, de nouvelles coupes budgétaires.

Pour autant, Hollande et son gouvernement ne trouvent pas grâce aux yeux de ceux qu'ils servent avec zèle, malgré une liste de mesures prises en leur faveur déjà impressionnante : « *La France au fond de la classe* » tempête le Figaro, *« ...tout reste à faire. Coût du travail, réorganisation des administrations, simplification du mille-feuilles des collectivités locales... le chantier, immense, n'est pour ainsi dire même pas ouvert* ». En effet, du point de vue de la bourgeoisie française, les coups portés à la classe ouvrière, à la jeunesse, restent en deçà de ce que la situation exige et de ce que parviennent à imposer d'autres bourgeoisies, en Italie, en Espagne, au Portugal...

La Commission européenne annonçant que l'objectif de réduction du déficit budgétaire à 3 % du PIB ne





mineurs en grève de Marikana, / agence Reuters

pourrait être tenu en 2013 et que le chômage allait encore augmenter, Hollande et ses ministres se sont donc attelés à de nouvelles coupes pour le budget 2014. Tout en mesurant parfaitement les risques politiques. Hollande lâche le 23 février en établissant un parallèle avec l'Espagne :

> *Quand il y a des taux de chômage des jeunes qui dépassent 50 % dans un certain nombre de pays, 25 % en France, il y a des risques d'explosion sociale.*

Mais le gouvernement sait qu'il peut compter sur le soutien indéfectible des appareils syndicaux.

Les appareils syndicaux collaborent

Le gouvernement PS-EELV-PRG met en place les négociations entre les syndicats et le Medef dans l'objectif avoué, dès le départ, d'améliorer la compétitivité et de rendre l'emploi plus flexible ? Toutes les directions syndicales vont s'asseoir à la table sans manquer une séance, légitimant ainsi le « dialogue » sur la régression sociale !

Les salariés s'indignent du contenu de l'accord finalement signé par la CFDT, la CFTC et la CGC ? La CGT et FO, loin de demander le retrait du projet de loi qui doit reprendre l'accord, font campagne pour son « amélioration » par des amendements parlementaires, donc contre le mot d'ordre de retrait du texte et contre l'unité des syndicats appelant à une gigantesque manifestation devant l'Assemblée nationale pour empêcher le vote ! Pas étonnant dans ces conditions que les manifestations du 5 mars soient restées faibles et peu combatives.

Les professeurs des écoles manifestent pour le retrait du décret modifiant les rythmes scolaires ? Le congrès de la FSU réuni au même moment vote contre l'exigence du retrait !

Des assemblées générales commencent à se réunir dans les universités, exigeant le retrait du projet Fioraso qui aggrave les attaques contre l'enseignement supérieur, les étudiants et les personnels ? Les directions syndicales, après avoir participé 8 mois durant à des assises à l'initiative du gouvernement qui ont été l'antichambre du projet de loi, dénoncent le projet aujourd'hui comme inacceptable, mais sans en exiger le retrait, l'Unef restant quant à elle sur une position de soutien !

« *Des choix courageux sont à prendre cette année sur les retraites* » dit Hollande ? Il peut ajouter aussitôt :

> *Chacun devra prendre ses responsabilités, l'État mais aussi les partenaires sociaux qui négocient en ce moment-même pour les régimes complémentaires.*

Tout comme ils l'ont fait sur la compétitivité et la flexibilité, toutes les directions syndicales ont également accepté de « négocier » sur la diminution des retraites complémentaires et la répartition des « efforts partagés » entre salariés et patrons. À l'arrivée, l'accord vient d'être trouvé, FO se joignant cette fois aux signataires et la CGT, qui a accompagné comme les autres tout le processus, se gardant de le faire. À peine conclu, les vautours se précipitent. L'éditorialiste des *Échos* du 15 mars n'y va pas par quatre chemins :

> *Ce n'est qu'un début. En décidant d'augmenter les retraites moins que l'inflation, les partenaires sociaux ont sans doute donné le coup d'envoi d'une vague de désindexation des revenus au moins aussi forte que celle des années 1980… Certains experts étrangers estiment que les salaires devront baisser de 20 à 30 % en France pour que le pays retrouve enfin sa compétitivité… Les partenaires sociaux ont prouvé non sans courage qu'ils pouvaient tomber d'accord sur une sous-indexation des retraites. D'autres rémunérations devront aussi augmenter moins vite que l'inflation en entreprise comme dans le secteur public.*

On peut multiplier sans fin les exemples. Voilà une première raison qui explique que « l'explosion sociale » que redoutent Hollande et ses ministres, tout comme le Medef, reste contenue.

Le refus de tout combat centralisé contre le patronat et le gouvernement et ses conséquences à PSA Aulnay

Pourtant les travailleurs, les jeunes, parfois le dos au mur, se battent et cherchent comment aboutir. Ainsi, les travailleurs de PSA Aulnay, certains en grève depuis plus de 8 semaines.

Mais la direction LO de la CGT de l'usine n'a jamais mené bataille pour imposer à la CGT toute entière d'appeler tous les travailleurs de PSA à la grève générale contre le plan de licenciement, elle n'a jamais cherché, en s'appuyant sur le courage et la détermination des travailleurs d'Aulnay, en s'appuyant sur la formidable solidarité ouvrière qui alimente la caisse de grève, à imposer l'unité syndicale pour l'appel à la grève générale de tout le secteur automobile, constructeurs, équipementiers et sous-traitants, seule à même de faire plier et la direction de PSA, et la direction de Renault, et le gouvernement. Au lieu de quoi le regroupement des travailleurs en lutte, avec ceux de Goodyear, Sanofi ou Fralib dans des actions symboliques, la « convergence de luttes », chère aux bureaucrates de la CGT et à tous leurs adjoints centristes, a été substituée au combat de front unique pour imposer la grève générale.

Ainsi, la capitulation de LO devant la bureaucratie de la CGT a abouti à l'isolement de la grève de PSA Aulnay et à la division des travailleurs entre ceux qui s'accrochent à toute force et ceux qui n'en voient plus l'issue. Elle aboutit à ce que les dirigeants LO de la CGT Aulnay, abandonnent la revendication de pas un seul emploi supprimé. Comme les bureaucrates syndicaux CFDT, FO ou CGT en pareil cas, Mercier en vient à implorer un « bon » plan social et en est réduit à quémander au gouvernement Hollande la nomination d'un médiateur !

Les directions syndicales font de même en Espagne

En Espagne, des milliers de fonctionnaires, notamment du secteur de la santé, ont défilé à Madrid le 10 mars aux cris de *« Gouvernement, démission ! »*. Les directions des deux confédérations syndicales, l'UGT liée au PSOE et les CCOO liées au PCE, n'avaient pas pourtant convoqué les manifestations sur cet axe, mais plus vaguement contre le chômage et l'austérité et « *pour le renouveau de la démocrati*e ».

« *Nos problèmes actuels ne peuvent être résolus que par des changements politiques* », affirme pourtant une manifestante citée par *Le Figaro*. Elle a parfaitement raison. Mais quels changements ? *« Le renouveau de la démocratie »* ? Cette manifestation fait suite à des dizaines d'autres « journées d'action » (que les complices des bureaucraties conservatrices et capitulardes présentent frauduleusement comme la grève générale) depuis que le prolétariat et la jeunesse sont frappés de plein fouet par la crise en Espagne.

Sans jamais qu'une organisation ouvrière n'ouvre la perspective d'en finir avec le gouvernement des capitalistes, n'appelle à la mobilisation pour la grève générale pour renverser le gouvernement des capitalistes qui plonge la population dans la misère, n'appelle à la formation des comités de chômeurs, d'ouvriers, d'étudiants, pour organiser la lutte et postuler au pouvoir, à l'autodéfense des grèves, des manifestations, des quartiers contre la police et les fascistes, à la constitution d'un gouvernement ouvrier qui s'attaque au capitalisme et commence à organiser la société selon leurs besoins. Voilà les seuls changements politiques qui peuvent résoudre les problèmes actuels, c'est le programme de la révolution socialiste, en Espagne comme en Grèce, en Italie, en France, aux États-Unis, au Mali… c'est le programme que nous défendons, celui de l'organisation révolutionnaire internationale que nous voulons construire.

La course est engagée entre la révolution socialiste et la réaction noire

Qu'on ne s'y trompe pas : la bourgeoisie conduit toute la société à la catastrophe, accompagnée et secondée par tous les réformistes impuissants dont les discours à l'eau tiède ne trompent plus grand monde et par tous les centristes qui utilisent des phrases plus ronflantes (« antilibéralisme », « anticapitalisme », « convergence des luttes »…) mais les suivent docilement en pratique.

La minorité exploiteuse prépare l'affrontement ouvert avec la classe ouvrière. Car la bourgeoisie sait que la classe ouvrière veut également en découdre, ce que note *Le Figaro* du 9 mars :

> *Chez les responsables syndicaux, on avoue être un peu dépassés par l'immense désespoir des salariés, avec une difficulté à tenir les rangs.*

La forte présence policière ayant entraîné des échauffourées avec les grévistes de Goodyear venus manifester le 7 mars devant le comité central d'entreprise et la réaction très ferme du ministre de la police et de la chasse aux immigrés Valls décidé à engager des poursuites sont significatifs. L'armée française s'entraîne, à grande échelle et à grands frais, au Mali.

La sauvegarde, non seulement de la classe ouvrière, mais aussi de toutes les couches de la population que la crise du capitalisme est en train de broyer, exige, non pas « les luttes » sans autre perspective que faire pression sur le gouvernement bourgeois et améliorer le capitalisme, mais au contraire la perspective de la lutte pour en finir avec le vieux fatras.

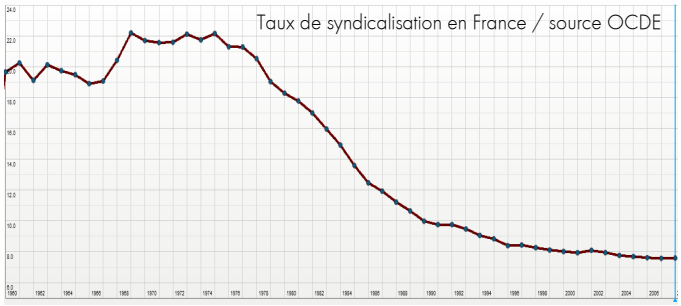
À leur manière, les candidats au fascisme l'ont également parfaitement compris, qui tiennent des discours tranchants, nationalistes, protectionnistes et xénophobes tout en faisant mine de soutenir certaines revendications ouvrières comme au temps des débuts du fascisme mussolinien ou du national-socialisme allemand. Eux savent que le capitalisme, pour survivre, exigera à terme et à nouveau l'écrasement du mouvement ouvrier, l'atomisation de la classe ouvrière, le totalitarisme.

L'impuissance des partis bourgeois traditionnels comme des partis ouvriers bourgeois, tous partisans d'essayer de rapetasser un système capitaliste à bout de souffle et incapables de sortir de l'impasse politique, économique et sociale servent le FN, le BI, E&R, le GUD, Civitas… en France, ainsi que leurs semblables « populistes », « suprématistes », « néo-fascistes » de tous les pays.

Ce ne sont encore que des éléments épars, qui ne recueillent pas, ou pas encore, le soutien direct et décisif des principaux secteurs de la bourgeoisie. Mais dans la guerre de classes qui ne peut que s'approfondir avec la crise, la course est engagée entre une solution ouvrière avec la prise du pouvoir par la classe ouvrière ou la réaction noire. L'issue dépend du rassemblement des travailleurs conscients dans un parti fidèle à la cause ouvrière, voué à la lutte pour le socialisme, bref l'issue dépend de la construction du parti ouvrier révolutionnaire et de l'internationale ouvrière révolutionnaire.

15 mars 2013

Le 50e congrès confédéral de la CGT



La Confédération générale du travail est la première organisation syndicale par le nombre de ses syndiqués (environ 700 000, ce qui ne représente cependant que 2,5 % des salariés), par son score dans les élections professionnelles, par sa place dans l'histoire du mouvement ouvrier en France. À l'issue de son congrès qui se tiendra du 18 au 22 mars à Toulouse, Thierry Lepaon remplacera Bernard Thibault au poste de secrétaire général.

Dans les textes préparatoires, la direction confédérale rejette sur les salariés la responsabilité des défaites subies, fait disparaître les revendications ouvrières, réclame plus de place dans la cogestion des entreprises. Elle déguise cet alignement sur les besoins de la bourgeoisie française, sous des dizaines de pages soporifiques remplies de « *démocratie sociale* » (I 56), de « *projet de vie* » (II 77), d'« *intérêt général* » (II 183), de phrases sorties tantôt des bureaux d'études en management, tantôt du catéchisme.

> *Le développement humain durable est donc le cadre de référence que nous avons choisi pour nos ambitions revendicatives. Lui donner une réalité concrète nécessite de transformer le travail, y compris sa reconnaissance par l'effectivité de notre revendication de nouveau statut du travail salarié et de sécurité sociale professionnelle, (re)conquérir une sécurité sociale et une protection sociale de haut niveau, revendiquer le droit fondamental à la santé, promouvoir la démocratie sociale, remettre l'intervention publique et les services publics au service de l'intérêt général, développer une politique industrielle ambitieuse, articuler besoins de développement et enjeux environnementaux.* (II 5)

L'orientation qui a mené à la défaite sur les retraites en 2010 est réaffirmée pour 2013

Dans son rapport d'activité, la direction sortante ose se féliciter de son « *efficacité* » pendant « *le long conflit unitaire contre la réforme des retraites* » (B 2). Elle se garde de dire que s'il a duré longtemps, c'est parce que les dirigeants des syndicats, au premier chef de la CGT, ont refusé d'appelé à la grève générale pour vaincre le gouvernement Sarkozy-Fillon, avec lequel ils ont maintenu les liens, réclamant de « *négocier* » la contre réforme. Ils ont épuisé les travailleurs de « journées d'action » en « temps forts », laissé Sarkozy réquisitionner les grévistes des raffineries, sans lui opposer le front de la grève totale, unie, jusqu'au retrait de l'attaque contre les retraites. Ainsi Thibault et sa clique ont protégé le gouvernement, lui ont permis de tenir son calendrier et maintenant, les mêmes accusent les travailleurs d'avoir failli.

> *Mais une fois la loi votée le 27 octobre, les mobilisations faiblissent.* (B 2)

Colère et dégoût chez les travailleurs qui, massivement, ont compris qu'ils avaient été une fois encore trahis, soulagement et satisfaction chez les bureaucrates vantant « *le succès de la mobilisation* [qui] *demeure un acquis et un motif de fierté militante* ». (B 2)

Tandis qu'ils accusent le précédent gouvernement d'être « *passé en force* » (B 2), les dirigeants de la CGT préparent au passage en douceur d'Hollande-Ayrault, puisqu'ils qualifient de simple « '*rendez-vous retraites de 2013*' » (B 2) la prochaine charge annoncée contre les droits ouvriers. Ils trempent directement dans cette attaque par leur participation (moyennant finance) au Conseil d'orientation des retraites, grand producteur de rapports prouvant que les prolétaires ne travaillent pas assez et touchent trop quand ils sont vieux.

Le rapport d'orientation ne formule aucune revendication précise sur les retraites, hormis le droit à partir à 60 ans mais sans dire un mot du nombre d'annuités… (II 117). La référence, héritée du 49e congrès, à « *une maison commune des retraites* » est présentée comme « *la seule alternative crédible* » (II 119) aux différents systèmes par capitalisation : sous entendu, il n'est pas crédible d'exiger le retour aux 37,5 annuités pour tous, il n'est pas crédible de défendre les statuts et code des pensions de la Fonction publique, l'indexation des retraites sur les salaires.

« *La maison commune des retraites* » sort de la même veine que le « *nouveau statut du travail salarié* » ou que la « *sécurité sociale professionnelle* » (II 59). Alors que la direction confédérale de la CGT, parce qu'elle refuse d'appeler la classe ouvrière à se dresser contre les capitalistes et leur État, se montre incapable de défendre les acquis sociaux encore existants, de protéger le prolétariat et la jeunesse, elle prétend gagner de nouveaux droits, « *un socle de garanties interprofessionnelles* » (II 69). Elle prêche pour « l'individu » quand elle refuse le combat de la classe des producteurs contre les exploiteurs.

L'arnaque du « développement humain durable » en société capitaliste

Le rapport d'orientation ne dit jamais qu'il faut en finir avec le mode de production capitaliste, l'appropriation privée des moyens de production. Pour la direction de la CGT, l'ennemi, c'est le méchant capital financier qui grossit au détriment du gentil capital productif (*Préambule*, points 2 et 3). Plus de

« *relance* » (I 94), « *une nouvelle politique industrielle* » (II 200) et la voie serait ouverte au « *développement humain durable* », surtout que « *la France a des atouts* » (I 20).

Agissant en bon « *partenaire social* » de la bourgeoisie française, les dirigeants syndicaux essaient de vendre aux prolétaires une marchandise frelatée : l'idée que leurs intérêts ne sont pas irrémédiablement opposés à ceux des patrons et de l'État qui leur est tout dévoué ; qu'il est possible de garantir en même temps les besoins des travailleurs et ceux de l'industrie française.

Comme si « *l'industrie française* », ce n'était pas les capitalistes de toutes tailles, les accapareurs des moyens de produire et de distribuer : ces parasites qui extorquent la plus-value, qui licencient d'une main et intensifient de l'autre, le travail de ceux qui restent, qui limitent les salaires, la couverture maladie, les retraites. Comment les empêcher de chercher plus de profit, un rapport plus élevé du capital investi ? Personne n'a trouvé d'autre solution efficace que de les exproprier, de mettre sous contrôle ouvrier les moyens de production.

La bureaucratie syndicale, liée depuis près d'un siècle à la société bourgeoise, rejette les solutions ouvrières et fait acte de candidature à la cogestion des entreprises capitalistes.

> *La CGT est à l'offensive à la fois pour défendre ce que le mouvement ouvrier a obtenu depuis des décennies, mais elle se bat aussi pour imposer, avec l'ensemble du salariat, de nouveaux droits sociaux et d'intervention dans la gestion des entreprises afin de peser sur le sens du travail, le contenu et la finalité de la production, les conditions de travail et son organisation.* (I 37)

Elle dore le blason de « *l'économie sociale et solidaire* » (II 183), les vieilles lunes de Proudhon et Brousse que Marx a combattues.

Encore contre Marx, contre l'expérience de tous les travailleurs que les flics ont chargés parce qu'ils faisaient grève, parce qu'ils manifestaient, la direction de la CGT feint d'ignorer que l'État est toujours celui de la classe dominante.

> *Il faut réinventer et refonder l'État stratège et développeur, c'est-à-dire en capacité d'anticiper les mutations et de mettre en oeuvre des politiques favorisant la cohésion entre les habitant-e-s comme entre les territoires, plaçant l'intérêt général au coeur de ses interventions.* (II 172)

La revalorisation du travail

Que les permanents qui ont rédigé le rapport d'orientation parlent autant du *travail* pourrait faire sourire. Qu'ils réussissent à aligner une trentaine d'articles sur sa « *revalorisation* » sans jamais chiffrer la moindre revendication salariale précise est beaucoup moins drôle.

De même, tandis que le chômage frappe officiellement 5 millions de personnes en France (INSEE), la direction confédérale CGT refuse les revendications qui expriment de façon conséquente la défense du Travail contre le Capital : aucun licenciement ! réduction du temps de travail pour embaucher tous ceux qui en cherchent ! Les grévistes de PSA Aulnay laissés seuls pour empêcher la fermeture de l'usine sont en droit de demander aux dirigeants de la CGT quelle valeur ils attribuent à leur travail, eux qui refusent d'appeler à la grève de tout le groupe, de tout faire pour bloquer la mise à la rue des ouvriers. Est-ce aussi pour « *revaloriser le travail* » que la CGT a accepté de participer aux discussions sur la flexibilité avec le MEDEF ? Fallait-il en attendre autre chose qu'une valorisation des besoins du patronat ?

Les chapitres II 6 « *Le travail au cœur de notre ambition revendicative* » et II 25 « *Investir en grand le travail pour le transformer* » réussissent le tour de force de ne jamais mentionner l'exploitation, l'extorsion de la plus-value, autrement dit l'asservissement au profit privé. La direction confédérale de la CGT condamne une mauvaise « *répartition des richesses* » et se situe en réformiste du capitalisme.

Jamais avec Marx, elle flirte parfois avec La Palisse :

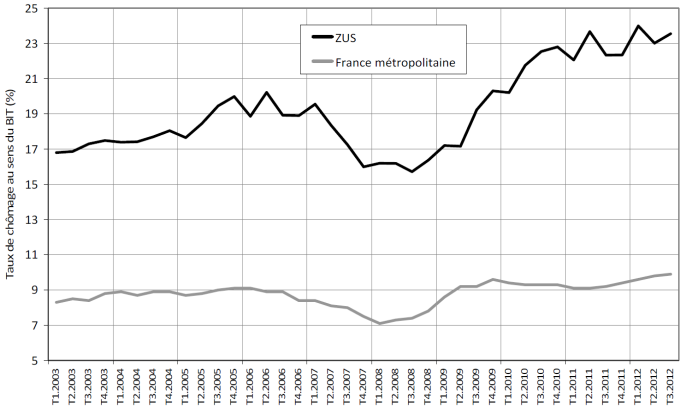
> *Investir le travail, c'est partir du travail réel, tel qu'il est, sans a priori. Il n'est pas uniquement souffrance ou uniquement source d'épanouissement. Il est le plus souvent l'une et l'autre dans des proportions variables.* (II 31)

Avec un tel niveau de réflexion, les syndiqués, les militants se sentent sûrement armés pour la guerre que leur livrent les patrons…

La collaboration de classes érigée en stratégie

Le rapport d'activité reste silencieux sur le bilan des luttes ouvrières récentes ou en cours (Philips, Continental, Goodyear…) et le document d'orientation ne fait même pas semblant d'expliquer comment se défendre contre les coups qui ne cessent de tomber. Si elle sait énumérer les attaques contre la sécurité sociale (II 94 et 95), la direction confédérale est amnésique quant à ses responsabilités dans leur adoption et se prononce « *pour une reconquête de la sécurité sociale* » (II 97) sans dire comment faire. Peut-être

Taux de chômage dans les « zones urbaines sensibles », Dares, février 2013



parce qu'elle compte sur la bonne volonté du gouvernement Hollande-Ayrault ?

> *Le gouvernement a marqué dès son entrée en fonction la volonté de concertation et de négociation comme pierre angulaire de sa démarche.* (I 31)

La négociation est présente à tous les étages du rapport d'orientation ; elle est même le but assigné au « *rapport de force qui doit se construire de l'entreprise au niveau national interprofessionnel* » (I 41). Sur quelles revendications ? Mystère !

Ainsi, dans la *Résolution 2*, la direction confédérale avoue qu'elle se rend aux tables rondes, les mains vides, sans la moindre exigence chiffrée. Ce qu'elle appelle « *négocier* », c'est discuter sur les bases établies par le gouvernement ou le patronat.

> *Elle agit pour la revalorisation du salaire minimum dans le public et le privé, et pour contraindre le patronat à ouvrir des négociations sérieuses dans les branches et dans les entreprises.* (II 241)

Les dirigeants nationaux de la CGT assignent aux syndicats le rôle de partenaires sociaux chargés d'huiler les antagonismes de classe, de conseilleurs de l'État bourgeois, de spécialistes de la paix sociale.

> *Cela oblige aussi à s'ouvrir aux acteurs économiques et sociaux et à investir les nouveaux lieux de la démocratie sociale… ou d'en exiger la création. Il s'agit d'être plus efficaces dans nos interventions dans l'entreprise et en direction des décideurs publics, de lutter contre la mise en concurrence des territoires et le morcellement des politiques publiques, et de travailler à l'équilibre du développement du pays.* (I 58)

Habemus papam

Après des mois de bataille dans l'appareil, le rejet par deux fois en Commission exécutive nationale de la candidate choisie par Thibault, les bureaucrates se sont mis d'accord sur le nom de Thierry Lepaon ; au passage, encore un modèle de démocratie où le secrétaire est désigné hors congrès et sans vote des syndiqués !

Lepaon a siégé dix ans au Conseil économique et social régional de Basse-Normandie, sept ans au Conseil d'orientation pour l'emploi. La participation-cogestion, comme on voit, il connaît.

La sécurisation des parcours professionnels, aussi : embauché chez Moulinex par Alfred Stirven (connu pour ses détournements de fonds chez Elf), il est licencié avec les 3 200 ouvriers. Un tiers n'a jamais retrouvé de travail, mais lui obtient un diplôme en « *ressources humaines* » par la « *validation des acquis de l'expérience* ». « *Pragmatique* » comme disent les bureaucrates quand il faut entendre « sans principes ».

> *Thierry Lepaon a signé en juin 2012 avec Jean-Marie Geveaux, président UMP du conseil général de la Sarthe, un projet d'avis sur l'ouverture à la concurrence des services ferroviaires régionaux de voyageurs.* (*Liaisons sociales magazine,* mars 2013)

Pour une CGT réunifiée et lutte de classe

Participation à tous les organes de cogestion, bradage des revendications, cette orientation ne se retrouve pas à la seule CGT. Après avoir manifesté son opposition à l'accord scandaleux signé par la CFDT avec le MEDEF, le 11 janvier, FO signait son application parfaite chez Renault le 13 mars : baisse des salaires, augmentation du temps de travail, diminution des effectifs par le non remplacement des départs.

> *Le nouveau dialogue social aide surtout les gouvernements à recueillir le consensus nécessaire à la mise en en place de reformes impopulaires.* (Baccaro et Heeb, *Social dialogue during financial and economic crisis,* OIT, 13 juin 2012)

Toutes les bureaucraties syndicales sont corrompues, domestiquées par la bourgeoisie, alors que l'offensive capitaliste contre les acquis arrachés précédemment par les luttes ouvrières rend plus que jamais nécessaire l'existence du syndicat, d'une organisation permanente qui regroupe l'ensemble des travailleurs salariés pour se défendre collectivement.

Pour ne pas laisser les syndicats aux mains des appareils traîtres, qui les vident (moins de 8 % de syndiqués en France) et les impuissantent, il faut défendre à l'intérieur et à l'extérieur, l'orientation dont le prolétariat a besoin : énoncer les revendications correspondant aux besoins des masses, exiger de ceux qui disent parler en leur nom qu'ils les reprennent, qu'ils rompent leurs liens avec le gouvernement et le patronat ; contre les journées d'action, l'émiettement des forces, formuler la voie par laquelle la mobilisation peut passer pour obtenir satisfaction ; favoriser l'organisation indépendante des travailleurs mobilisés (assemblées générales, piquets, comités de lutte et de grève révocables et centralisés).

Ce combat participe pleinement aux efforts pour construire le parti ouvrier révolutionnaire, l'internationale ouvrière révolutionnaire.

17 mars 2013

Thierry Lepaon et Bernard Thibault, palais de l'Élysée, 17 janvier 2013 / S. Calvet

Intervention à la CE élargie du syndicat CGT du CRSF de Nantes du 25 janvier

Camarades, comme l'a rappelé notre secrétaire, la CE d'aujourd'hui intervient dans un contexte où la bourgeoisie accentue sa pression sur la classe ouvrière et sur le gouvernement Hollande-Ayrault-Taubira-Duflot, pourtant peu dangereux pour elle. C'est ainsi que des pigeons ont fait reculer le gouvernement sur l'imposition des plus-values réalisées lors de cession d'entreprises selon le même taux progressif que l'impôt sur le revenu. C'est ainsi que les dépassements d'honoraires des médecins ont été officiellement entérinés. Et c'est ainsi également que toute la réaction s'est retrouvée le dimanche 13 janvier contre le projet gouvernemental de mariage pour tous, dans une manifestation qui a rassemblé les troupes de l'UMP et du FN ainsi que toutes les sectes religieuses qui ont communié, pour l'occasion, dans un oecuménisme dégoulinant d'obscurantisme et de haine du prolétariat.

Le 11 janvier, les négociations de la prétendue flexisécurité se sont terminées, comme c'était prévisible, par un accord qui constitue une attaque contre toute la classe ouvrière de ce pays. Cet accord avalise le projet du MEDEF. Il va permettre aux patrons de licencier plus facilement et à moindre coût, d'imposer plus de mobilité aux salariés, d'ajuster les salaires au carnet de commande, de précariser encore davantage les salariés et notamment les temps partiels... tout en récupérant de nouvelles exonérations de charges. A l'inverse, pour les travailleurs il sera plus difficile de contester les licenciements et de se défendre devant les tribunaux.

Quant aux « contreparties », comme la complémentaire santé ou les « droits rechargeables » pour l'indemnisation chômage, elles sont renvoyées à plus tard pour l'une ou soumises aux ressources des ex-ASSEDIC pour l'autre. L'autre grande avancée serait la cogestion : désormais des administrateurs salariés vont pouvoir siéger dans les conseils d'administration ou de surveillance des entreprises de plus de 5 000 salariés, ce qui créera toujours quelques emplois pour des bureaucrates syndicaux avec à la clé les indemnisations substantielles (jetons de présence).

Si un tel accord a pu voir le jour c'est parce que toutes les organisations syndicales -dont les représentants de la CGT- ont participé à la farce et parce qu'à aucun moment notre Confédération n'a appelé au boycott de cette pantomime. C'est là une responsabilité écrasante. Tous les chefs syndicaux ont trouvé légitime de discuter des plans de flexibilité du MEDEF, toutes ont cautionné la négociation sur le dos des travailleurs. Qu'au final, la CGT et Force ouvrière n'aient pas signé l'accord ne diminue en rien leur responsabilité.

La CGT doit refuser de discuter de son application dans les branches. La CGT doit refuser de cogérer et proposer à tous les autres syndicats de ne pas siéger dans les conseils d'administration ou de surveillance. On ne peut pas défendre les travailleurs salariés quand on dirige des entreprises qui sont aux mains des capitalistes. Après la signature de cet accord par la CFDT, la CGC et la CFTC, la direction de notre Confédération s'est fendue d'un quatre pages intitulé « vos droits sont entre vos mains ». Si seulement c'était vrai, nous ne laisserions pas discuter en notre nom de la destruction de nos droits. Elle y déclare que : *« dans la République* (avec un grand R), *ce sont les élus qui font la loi et non le Medef ».* Si c'est vrai, alors il faut les empêcher par tous les moyens de transformer en loi l'accord de flexibilité. Cet accord a d'ores et déjà renforcé la position des patrons et il n'aura pas fallu attendre plus de quatre jours pour que la direction de Renault annonce, dès le 15 janvier, la suppression de 7 500 postes d'ici 2016.

De la même façon le COR (Conseil d'orientation des retraites), auquel participe la CGT depuis sa fondation en mai 2000, vient de rendre un second *« diagnostic partagé »* (Eric Aubin au micro de *BFM business* le 23 janvier) sur les inégalités en matière de retraite, qui complète un premier diagnostic publié en décembre 2012 annonçant que l'équilibre financier ne serait pas atteint à l'horizon 2018-2020, contrairement à ce que prévoyait la réforme Sarkozy de 2010. Comme les précédents, ces onzième et douzième rapports du COR préludent à de nouvelles attaques contre les retraites. Attaques qui sont légitimées par la présence ininterrompue de la CGT (et des autres centrales syndicales) dans cette instance.

C'est pourquoi je propose au vote des présents, la motion suivante, à l'attention de notre confédération CGT :

La CE élargie de la section du Centre financier de Nantes réunie ce 25 janvier 2013

Constate que la participation de la Confédération aux discussions sur la flexibilité a permis que celles-ci débouchent sur une nouvelle attaque contre les salariés ;

Demande que la CGT déclare dès aujourd'hui qu'elle ne participera à aucune discussion de branche sur le sujet et appellera les autres organisations à boycotter les dites réunions ;

Demande que la Confédération refuse de participer aux structures de direction des groupes capitalistes et se retire du Conseil d'orientation de retraites ;

Demande que la Confédération CGT s'adresse aux autres confédérations syndicales pour organiser une manifestation unitaire et centrale devant l'Assemblée nationale pour exiger le retrait pur et simple du projet de flexibilité, le jour où il serait présenté au Parlement, s'il devait l'être.

Vote pour : 16, contre : 5, abstentions : 12

Les organisations ouvrières doivent exiger l'abrogation de la circulaire Valls, des lois Sarkozy et la régularisation de tous les sans-papiers !

Le gouvernement poursuit la politique de Sarkozy, Hortefeux, Besson, Guéant

La politique du gouvernement Hollande-Ayrault à l'égard des travailleurs étrangers est dans la continuité du gouvernement Sarkozy-Fillon et converge avec celle de tous les gouvernements impérialistes. Sur fond de crise mondiale du capitalisme, le gouvernement ouvre les frontières aux capitaux et aux capitalistes étrangers mais persécute les travailleurs venus des autres pays. Le résultat est la division de la classe ouvrière, la fourniture aux patrons petits et grands d'une main-d'œuvre sans droits et surexploitée.

Après avoir renoncé au droit de vote, pourtant limité aux élections locales, des étrangers hors-Union européenne, le gouvernement poursuit la politique d'expulsion des étrangers : *« le ministre de l'intérieur compte rester sur le rythme de ses prédécesseurs »* (*Le Monde*, 28 novembre). Il a établi une rétention de 16 heures pour vérification d'identité, à la place de la garde à vue qui ne pouvait pas dépasser 4 heures. Il amplifie la persécution ignoble des Roms, le nombre d'expulsions pour 2012 devrait dépasser le chiffre record de 2011 (33 000).

Une circulaire de Valls qui conforte les lois Sarkozy

Le 28 novembre, le ministre Valls a ainsi envoyé aux préfets une circulaire sur les *« conditions d'examen des demandes d'admission au séjour déposées par des ressortissants étrangers en situation irrégulière dans le cadre des dispositions du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile »* qui est entrée en vigueur le 3 décembre. Cette circulaire *« n'a pas vocation à augmenter le nombre de régularisations »* (Manuel Valls, *Libération*, 28 novembre). Selon ses propres termes, elle s'inscrit dans les lois Sarkozy : *« elle est destinée à éclairer les préfets dans l'application de la loi et dans l'exercice du pouvoir d'appréciation qui leur est reconnu par la législation »*.

Valls formalise les pratiques en cours durant les années Sarkozy dans les préfectures. Il exige une présence sur le territoire (trois à sept ans), l'ancienneté dans le travail (huit à trente mois) et un contrat de travail ou une promesse d'embauche, ou une scolarisation *« assidue et sérieuse »* ou bien d'être parents d'enfants scolarisés à condition d'être présents depuis cinq ans et d'avoir un enfant scolarisé depuis au moins trois ans. Ce dernier point est plus restrictif que le fut Sarkozy lorsqu'en 2006, alors ministre de l'Intérieur, il avait établi le seuil à deux ans de scolarisation. Pour Valls, *« si on demande seulement deux ans de scolarisation, on arrive sur des stocks extrêmement importants et on ne veut pas envoyer ce signal »* (*Le Nouvel observateur*, 28 novembre).

La police a les mains libres pour chasser et expulser l'immigré

Bon nombre de Français ne rempliraient pas ces conditions du gouvernement PS-EELV-PRG et 90 % des migrants ne peuvent les satisfaire. Ils sont donc expulsés ou plongés dans l'illégalité.

Quant à la minorité, environ 30 000 par an comme sous Sarkozy, leur droit de séjour sera *« temporaire »* et le plus souvent limité à un an renouvelable. Dans le cas des familles ayant un enfant scolarisé, une carte de séjour temporaire *« vie privée et familiale »* sera délivrée. Pour les travailleurs qui obtiendront le droit à l'exploitation, s'ils répondent aux nombreux critères, un permis temporaire d'un an sera délivré.

En outre, la circulaire Valls entrave le combat des sans-papiers et des organisations qui les soutiennent en *« identifiant les démarches manifestement abusives, comme un détournement de procédure à caractère dilatoire, effectués dans l'unique vue de faire échec à une mesure d'éloignement exécutoire »*.

Pour l'unité de la classe ouvrière

La direction de FO et celle de la CFDT n'ont rien dit sur la circulaire ; elles couvrent donc la discrimination et la précarisation de centaines de milliers de prolétaires. La direction de la CGT soutient ouvertement le gouvernement : *« la nouvelle circulaire comporte des avancées »* (Francine Blanche, secrétaire confédérale, *L'Humanité*, 28 novembre).

Les travailleurs avec ou sans papiers doivent exiger des organisations ouvrières, partis et syndicats, qu'elles combattent pour l'abrogation de la circulaire Valls, la régularisation de tous les sans-papiers, l'arrêt des expulsions, la fermeture des centres de rétention, l'abrogation de toutes les lois xénophobes et anti-ouvrières de la 5e République et de l'Union européenne, les mêmes droits pour tous les travailleurs, le droit de se réfugier en France et dans l'Union européenne pour tous les persécutés par les régimes dictatoriaux, les islamistes et l'État sioniste, le droit de se rendre en France et dans l'Union européenne pour tous les travailleurs et tous les étudiants du monde qui le désirent.

- Non aux expulsions !
- Front unique des organisations ouvrières pour une régularisation de tous les sans papiers !
- Mêmes droits pour tous les travailleurs !

Un accord de flexibilité négocié par les directions syndicales sur le dos des travailleurs

Front unique des organisations syndicales pour le retrait

Le gouvernement avait obtenu des directions syndicales qu'elles négocient avec le patronat une aggravation des conditions d'exploitation de la classe ouvrière. Ces négociations viennent d'aboutir à un accord sur la « flexisécurité » vantée par la social-démocratie. Elle est d'abord le droit pour le patronat de licencier plus facilement. Mise en œuvre au Danemark, en Suède et en Finlande, elle a eu pour principale conséquence un doublement ou un triplement du taux de chômage.

Un accord qui sent le Sapin pour les droits des travailleurs

Le 11 janvier, la classe capitaliste a remporté une victoire contre les travailleurs, et le voile est définitivement tombé sur les gesticulations du gouvernement Hollande qui a cessé de prétendre qu'il défend les travailleurs contre les restructurations des grands groupes capitalistes (PSA, Renault, ArcelorMittal, etc.).

L'accord signé par trois organisations, CFDT, CFTC et CGC, accroît les facilités de licenciement, la possibilité de baisser les salaires et de moduler le temps de travail ; il rend possible pour un chef d'entreprise de forcer un salarié à changer de lieu de travail sous peine de licenciement « pour motif personnel » ; il limite les possibilités de recours à la justice prud'homale pour les salariés ; il renforce la liberté presque totale des patrons à généraliser la pratique des emplois partiels.

Comme cela a été fait en Allemagne, Italie et aux États-Unis, il s'agit de permettre aux employeurs d'échapper à tout contrôle et à toute justification dans leur tentative de réduire au maximum le coût et la part du travail dans la production. Cet accord cherche à affaiblir la classe ouvrière car toutes ses dispositions doivent d'abord faire l'objet d'un accord d'entreprise, les travailleurs ne pouvant plus s'appuyer sur des dispositions nationales déclinées par branche puis par entreprise. Au contraire, ce sera entreprise par entreprise, site par site, avec toute la pression patronale pour que les syndicats signent localement en menaçant de transférer l'emploi ailleurs.

Les contreparties que le nouveau secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, ose présenter comme des avancées positives, ne sont au mieux que de vagues promesses. La cotisation chômage patronale augmentera pour certains contrats courts en contrepartie d'une exonération temporaire de cotisations notamment pour l'embauche d'un jeune de moins de 26 ans, résultat des courses une économie nette de 40 à 50 millions d'euros pour le patronat.

Enfin, c'est la cogestion et l'association capital-travail qui sont renforcées par la participation de représentants des salariés au conseil d'administration (ou au conseil de surveillance) des sociétés anonymes.

L'accord a obtenu la bénédiction du Medef – *« Nous souhaitons que cet accord soit ratifié en l'état par le Parlement au plus vite »* (*Libération*, 11 janvier) – de la direction de la CFDT – *« ce projet d'accord est ambitieux pour lutter contre le chômage, favoriser l'emploi et lutter contre la précarité »* (*L'Humanité*, 11 janvier)–, relayés par François Hollande qui *« demande "au gouvernement de préparer, sans délais, un projet de loi afin de transcrire fidèlement les dispositions d'ordre législatif prévues" dans cet accord »* (*Le Monde*, 11 janvier). Raffarin, Borloo ou Bayrou approuvent …

Cet accord a tellement renforcé la position patronale qu'il n'aura fallu que quatre jours à la direction de Renault, pour annoncer le 15 janvier la suppression de 7 500 postes d'ici 2016, en exigeant un accord de compétitivité directement issu de l'accord du 11 janvier, avec l'approbation du ministre Montebourg : *« Cela fait partie du cadre normal dans lequel une entreprise peut décider de gérer par avance ses effectifs et son personnel. Les lignes rouges que le gouvernement a fixées… sont respectées »* (*AFP*, 16 janvier). L'accord signé sera présenté en Conseil des ministres en mars 2013 et proposé au vote de l'Assemblée nationale en mai 2013.

Comment organiser la nécessaire riposte ouvrière ?

La participation active des dirigeants de la CGT et de FO aux discussions a légitimé le processus de concertation sur les plans du Medef. Il ne pouvait évidemment en sortir rien de bon pour les travailleurs. La responsabilité de la direction de la CGT c'est d'avoir cautionné le dialogue social et d'avoir permis la signature de cet accord pourri. Compte tenu de sa place dans la classe ouvrière, cette responsabilité est écrasante.

Aujourd'hui encore, les directions de la CGT et de FO n'exigent pas son annulation pure et simple, mais réclament au gouvernement et aux parlementaires « une autre loi ».

Pour en finir avec cette nouvelle attaque, la classe ouvrière doit s'organiser pour imposer aux directions syndicales ainsi qu'aux partis se réclamant de la classe ouvrière :

Qu'ils organisent la lutte pour le retrait pur et simple de ce projet !

Que les directions syndicales cessent de négocier les plans de licenciements, de flexibilité et d'attaques contre les retraites du gouvernement et du patronat !

Que les organisations syndicales refusent de siéger dans les conseils d'administration des groupes capitalistes et quittent les organismes comme le Conseil d'orientation des retraites qui n'ont pour but que de corrompre les bureaucraties syndicales et de désorienter la classe ouvrière !

Qu'elles se réunissent dès aujourd'hui pour préparer une grande manifestation unitaire et centrale devant l'Assemblée nationale le jour où le projet scélérat y sera présenté, pour exiger son retrait sans condition !

Partout, expliquons le contenu réel de cet accord et créons des comités d'action pour le retrait pur et simple du projet.

Ni amendable, ni négociable ! Retrait !

Homosexuels
Contre la réaction politique et cléricale : égalité des droits !

Le vieux fatras catholique-UMP-FN a défilé

Le 13 janvier, la réaction politique a commencé à rassembler ses forces. Ne pouvant encore occuper ouvertement la rue sur ses propres objectifs politiques, elle l'a fait sous le drapeau de l'homophobie et de l'ordre moral. Ne pouvant encore sortir le sabre, elle a choisi d'utiliser le goupillon.

Elle l'a fait derrière l'Église catholique, alliée fidèle des partis de la bourgeoisie, qui a organisé, avec le soutien de toutes les autres religions, la manifestation nationale du 13 janvier contre le mariage pour tous. L'Église catholique, qui a donné consigne à ses troupes de cacher serre-tête en velours, manteaux de tweed, soutanes et badges UMP pour occuper la rue. Qui a demandé aux parents responsables et bénis de transformer leurs enfants, dès le berceau, en porteurs de slogans ségrégationnistes, insultants ou débiles.

Dans un pays qui a attendu 1982 pour revenir sur les lois discriminatoires contre les homosexuels, qui traitait jusque là l'homosexualité de « *fléau social* », l'Église catholique reste opposée à la contraception, l'avortement, le divorce, la procréation médicalement assistée pour les couples stériles et tient l'homosexualité pour une tare à expier. Elle est convertie au fait que la Terre est ronde depuis … novembre 2002 et elle voudrait régenter la société au 21e siècle.

L'UMP a appelé à grossir les rangs, gardant bien en mémoire la facilité avec laquelle Hollande et son gouvernement cèdent à la pression quand elle vient sur leur droite (« *clause de conscience* » pour que des maires n'appliquent pas la loi, suppression de la PMA, oubliettes pour le vote des étrangers, crédits d'impôt pour les patrons, suppression des taxes sur les reventes d'actions…).

Le FN qui tient à profiter de la crise de l'UMP et se place en recours a organisé un cortège séparé.

Au soir de la manifestation, le collectif organisateur s'est dit prêt à convoquer d'autres démonstrations de rue. Civitas (lobby rassemblant intégristes catho et extrême droite) qui constituait le troisième cortège du 13 janvier, a appelé à « *une veillée de prières* » devant l'Assemblée nationale le 29 janvier, jour de la présentation du projet de loi ouvrant la possibilité du mariage civil à tous les couples, sans distinction de sexe. Copé a annoncé la tenue d'une « *convention sur la famille* » le 24 janvier et le dépôt par les députés UMP de 250 amendements.

La mobilisation pour l'égalité des droits participe du combat pour l'émancipation sociale

En 1984, les mêmes forces politiques se sont dressées en défense du privilège d'embrigader les cerveaux dans des « écoles » confessionnelles, avec l'argent de tous les contribuables. Le prolétariat a lutté pendant des décennies pour arracher ses enfants aux griffes de l'église catholique, voilà pourquoi il n'était pas neutre en 1984. Aujourd'hui, prenant la tête de toutes les officines religieuses et en appui de l'UMP, du FN, du MPF de de Villiers, du PDC de Boutin, l'église catholique récuse le PACS, les familles recomposées, monoparentales, l'adoption par des célibataires, éructe ses interdits en matière de sexualité et rassemble dans ses processions tous les partis et nervis que le prolétariat aura à affronter et à vaincre pour s'émanciper.

Les partis qui disent parler au nom des travailleurs (PS, PCF, PdG, NPA et LO), les syndicats CGT, FSU, Solidaires (à la scandaleuse exception de FO), comme UNSA et CFDT, se prononcent pour l'égalité des droits des homosexuels.

Mais ces proclamations ne signifient pas qu'ils mobilisent. Si la CGT, Solidaires et les autres avaient appelé à empêcher que la réaction occupe la rue et la scène politique, pour que ni train, ni car ne circule, les calotins de tout poil n'auraient pas compté en centaines de milliers leurs troupes. De même, le jeu des amendements, des allers et venues, en commission des lois, en réunions plénières à l'Assemblée nationale, auxquels PS, PCF, PdG vont se plier, offrira aux tenants de l'homophobie et du cléricalisme plusieurs mois de tribune pour leur campagne réactionnaire.

Le 27 janvier, les collectifs d'associations pour la défense des droits des homosexuels appellent à manifester à Paris. Que les partis et syndicats qui soutiennent cette initiative organisent la mobilisation, prennent en charge les transports, mettent leurs moyens à son service !

Pour l'égalité des droits, le mariage, l'adoption, la procréation médicale assistée et la filiation pour tous les couples !

Pour l'égalité maintenant, contre les discriminations tout le temps !

20 janvier 2013

Front unique pour le retrait du projet de loi contre l'enseignement supérieur et la recherche !

Les étudiants, enseignants et biatoss de l'enseignement supérieur ont été l'objet de sévères attaques de la part des précédents gouvernements, avec le LMD en 2002, le « Pacte de la recherche » en 2004, la création de l'ANR et de l'AERES en 2006, la « mastérisation » de la formation des enseignants en 2008, le tout encadré par la LRU. Toutes ces contre-réformes ont eu pour fonction d'attaquer les statuts des personnels et de soumettre le service public d'enseignement public et de recherche aux intérêts du patronat.

Le combat a été engagé en 2005, en 2007 et surtout en 2009, avec une grève longue et massive, mais qui a échoué faute de centralisation du combat et d'une bataille effective contre la LRU de la part des directions syndicales, qui toutes cogèrent l'université et la recherche, à commencer par celles du SneSup et de l'Unef. Les gouvernements UMP ont donc pu appliquer la LRU et poursuivre leurs attaques.

Avec le transfert du budget –les « responsabilités et compétences élargies »– qui appauvrit les universités en faisant de l'emploi et des formations une variable d'ajustement, certaines d'entre elles se sont retrouvées en difficulté financière, les embauches statutaires ont été réduites au profit de la précarité, de nombreux enseignements ont été supprimés, les conditions de travail et d'études se dégradent. Avec la recherche sur projets qui associe plus étroitement les universités aux besoins du capital, de nombreux programmes de recherche ont été abandonnés faute de financement. Avec le décret statutaire, les chefs d'établissement sont autorisés à augmenter le temps d'enseignement sans hausse de salaire. Avec les comités de sélection non élus, le clientélisme devient encore plus le mode de recrutement et de promotion des universitaires…

La crise capitaliste mondiale et le déclin du capitalisme français accentuent les exigences par le patronat de soumettre l'université au profit. Le gouvernement Hollande-Ayrault-Fioraso poursuit l'austérité et la privatisation de l'enseignement supérieur et de la recherche publics engagées par le gouvernement Sarkozy-Fillon-Pécresse. Le projet de loi, préparé par des « Assises » qui ont associé l'ensemble des directions syndicales, qui devrait être présenté fin mars en conseil des ministres, maintient entièrement les principes généraux de la LRU. Il les renforce même. Il intègre explicitement, comme objectifs de la recherche publique, le *« transfert des résultats… vers le monde socio-économique »* et l'*« appui aux politiques publiques »*, ce qui s'oppose à la revendication d'autonomie scientifique et pédagogique. Il est question d'adapter la formation et la recherche à *« la compétitivité de l'économie »* et aux *« besoins des secteurs économiques »*, dans le cadre de la mise en concurrence des établissements d'enseignement supérieur. Ceux-ci ne seraient plus « habilités » à délivrer des enseignements et des diplômes dans un cadre national, mais ils seront accrédités en fonction de projets à court et moyen terme.

La ministre souhaite renforcer *« l'employabilité des masters »*. En parallèle, elle veut restreindre le choix de formation pour les étudiants et *« diviser par dix le nombre de mentions »* de licence (*Le Monde*, 30 janvier). En diminuant les enseignements disciplinaires au profit de licences pluridisciplinaires, celles-ci ne seraient plus articulées autour de l'acquisition de connaissances mais des compétences valorisables, et le lien entre enseignement et recherche serait largement distendu. En outre, la ministre maintient la mastérisation des concours de l'enseignement et amplifie ses effets les plus pervers en réduisant radicalement l'ancrage disciplinaire, puisque la partie disciplinaire du concours serait réduite à un sixième de la note.

Des nombreuses motions ont été votées dans les laboratoires, les départements… et une assemblée générale nationale a réuni 400 personnes le 18 février à Paris. La motion votée demandait *« l'abandon du projet de loi Fioraso »*. Les représentants de l'Unef se sont abstenus. Geneviève Fioraso a promis une allocation d'autonomie pour les étudiants, ce qui permet à la direction PS de l'Unef de justifier son aplatissement devant le gouvernement qui autorise les licenciements et renforce la flexibilité : *« Les réponses données à ce jour par le ministre représentent des garanties importantes à destination des étudiants »* (*Communiqué*, 20 février). Toutes les directions syndicales FSU d'enseignants-chercheurs et de chercheurs, qui sont contrôlées par le PCF et le PdG, cherchent à empêcher l'affrontement avec le gouvernement : *« Ouvrez enfin des négociations pour traiter à la hauteur de leurs enjeux chacun des dossiers prioritaires »* (Xavier Lambert, SneSup, *L'Humanité*, 12 février 2013) ; *« Il faut repousser de quelques mois la discussion au Parlement afin que la loi prenne pleinement en compte l'ensemble de problèmes d'enseignement supérieur et de recherche »* (*SNCS Hebdo*, 19 février 2013).

Il faut organiser des comités d'action pour imposer la rupture des organisations syndicales avec le gouvernement, pour réunir partout des assemblées générales, décider la grève générale, élire des comités de grève et les centraliser par une coordination nationale.

Retrait du projet de loi ! Abrogation de la LRU ! Dissolution de l'ANR et de l'Aeres ! Suppression du décret statutaire, du crédit impôt recherche, de la prime d'excellence scientifique et des comités de sélection ! Des moyens financiers ! Abrogation de la loi Sauvadet ! Tous les postes statutaires nécessaires pour en finir avec la précarité !

La majorité des étudiants, des enseignants, des salariés ont voté en 2012 contre Sarkozy et l'UMP. Mais seuls un gouvernement ouvrier, l'expropriation des groupes capitalistes et la formation des États-Unis socialistes d'Europe émanciperont l'enseignement et la recherche du joug du capital.

2 mars 2013

La révolution tunisienne à un tournant : pour l'armement des travailleurs contre les bandes islamistes et la police bourgeoise !

La lutte des classes vient d'entrer dans une nouvelle phase après l'assassinat le 6 février de Chokri Belaïd, secrétaire général du « Parti des patriotes démocrates unifiés » (Watad) et l'un des porte-parole de l'opposition groupée autour du « Front populaire pour la réalisation des objectifs de la révolution » (FP).

Depuis que la première phase de la révolution a chassé Ben Ali en janvier 2011, les capitalistes tunisiens et les bourgeoisies impérialistes ont majoritairement misé sur les islamistes du « Mouvement de la renaissance » (Ennahdha) appuyé par la monarchie du Qatar pour remplacer la dictature issue du nationalisme à la Bourguiba, pour défendre la propriété, pour reconstruire l'État bourgeois, pour faire régner l'ordre en s'appuyant sur la religion.

Au Mali, les islamistes se sont tant mis à dos la population que l'intervention impérialiste française les a chassés facilement des villes. En Égypte, le gouvernement des Frères musulmans est confronté au mécontentement populaire. Le gouvernement bourgeois de Tunisie ne dispose pas de la rente pétrolière comme le régime militaire algérien ou le régime clérical iranien. Le maintien de la propriété privée et de la domination impérialiste conduisent inévitablement à l'augmentation de la pauvreté et du chômage. En novembre et décembre, des grèves générales ont éclaté à Sned et à Siliana. Dans cette ville, les grévistes ont été attaqués par la police et les islamistes.

La responsabilité de l'assassinat politique incombe aux barbus. Chokri Belaid avait déjà été plusieurs fois la cible d'attaques de la part des bandes armées islamistes salafistes dont le 2 février lors du congrès de son parti. Les nervis des « Ligues de protection de la révolution » (sic), le bras armé de Ennhada, rivalisent avec les bandes salafistes (Hizb al Tahrir) dans les agressions contre les mausolées, les universités, les expositions, les cinémas, les cafés, les militants et les locaux des autres partis ou de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), les grévistes.

Contre ces milices fascistes qui agglomèrent des éléments du lumpen prolétariat et des anciens de la police politique de Ben Ali, plus de 40 000 personnes ont manifesté le 8 février lors des obsèques du dirigeant du Front populaire à Tunis. La foule a scandé, à l'entrée du cimetière d'El-Jellaz, où Chokri Belaïd a été inhumé, « Le peuple veut la chute du régime », « Le peuple veut une nouvelle révolution », et s'en est pris au chef d'Ennahda, Rached Ghannouchi aux cris de : « Ghannouchi assassin ! ». La police a attaqué des manifestants.

Conséquence de cette réaction populaire massive, la crise politique s'est accentuée au sommet de l'État bourgeois tunisien. D'un côté, une partie d'Ennahda ralliée au Premier ministre Hamadi Jebali, estime que les rapports de forces ne lui permettent pas aujourd'hui d'aller à l'affrontement direct contre la classe ouvrière et la jeunesse. Jebali a annoncé en conséquence la dissolution du gouvernement et la formation d'un « gouvernement technique » avant de nouvelles élections. De l'autre, Ghannouchi et ses fidèles refusent cette décision et pensent venu le temps de mater le mouvement ouvrier et d'écraser la révolution.

Face à la réaction bourgeoise regroupée derrière l'islamisme, la classe ouvrière et la jeunesse tunisienne viennent de montrer leur détermination à ne pas se faire voler la révolution qu'elles ont initiée, sans les islamistes, contre le régime de Ben Ali et l'impérialisme, en particulier la bourgeoisie française, qui le soutenait. La grève générale lancée le 9 février à l'appel de plusieurs partis d'opposition et de l'UGTT a été largement suivie dans tout le pays et en particulier dans les bastions ouvriers de Sfax, Gafsa, fers de lance de la révolution où des locaux du parti Ennhada ont été pris d'assaut et incendiés par la jeunesse, les chômeurs et des travailleurs.

Mais les masses restent sans perspective propre, car l'UGTT, qui avait laissé isolées les grèves de fin 2012, s'est bornée à une grève de 24 heures et les partis ouvriers, prisonniers de l'héritage du stalinisme et du « front uni anti-impérialiste » sont incapables de tracer une voie indépendante de la bourgeoisie, qu'elle soit démocrate, cléricale ou panarabe. Ainsi, le « Parti des travailleurs tunisiens » (PTT, ex-PCOT) brandit les portraits du colonel Nasser et participe au Front populaire. Le FP est un conglomérat de partis staliniens, écologistes et nationalistes panarabes dont le programme est déterminé par l'aile bourgeoise. Il réduit l'écho de l'islamisme à un complot de l'étranger et s'oppose à la lutte des classes : « *L'unité du peuple tunisien est menacée par des luttes doctrinaires artificielles, mues par des forces étrangères à travers des agents locaux, qui se cachent derrière la religion.* » (Charte politique, 28 septembre).

Il est indispensable de regrouper les éléments avancés de l'UGTT, du PTT... dans un parti ouvrier, un parti qui n'ait pas peur de poser la question du pouvoir des ouvriers et des paysans, qui relie les questions démocratiques à la révolution socialiste mondiale.

Le pacifisme, la prosternation devant l'état-major de l'armée bourgeoise, les palabres sans fin avec les islamistes de la part de tous les partis dans l'Assemblée constituante désorientent la classe ouvrière, paralysent la révolution et permettent à la réaction, à l'ombre du « dialogue » et de « l'unité nationale », de regrouper ses forces et de préparer les meurtres.

Aucune participation des organisations ouvrières au « gouvernement d'union nationale » !

Contre les attaques fascistes des islamistes, milices d'autodéfense ouvrière !

Pour la laïcité, pour l'égalité des femmes, pour toutes les revendications des travailleurs des villes et des campagnes, organisation des travailleurs et des jeunes en comités de quartier, de ville, de village, d'usine, d'université !

Pour un gouvernement ouvrier et paysan, basé sur les comités et sur l'armement du peuple, qui exproprie les capitalistes pour être en mesure de répondre aux immenses besoins de la population !

Pour l'expulsion de l'impérialisme de Tunisie et de toute la région, pour la fédération socialiste du Maghreb et du Machrek !

12 février 2013

CoReP / Autriche, France, Pérou & CCIt / France

Retrait immédiat des troupes françaises du Mali !

Le 11 janvier, l'armée française a envahi le Mali, officiellement pour le débarrasser des « terroristes » à l'appel du président Traoré. En fait, l'État français a saisi l'occasion de réaffirmer sa place dans le continent africain.

> *Le Sahel, de zone de confins tend à devenir un espace pivot, entre l'Atlantique et la mer Rouge, entre le monde arabo-berbéro-musulman et une Afrique noire en partie chrétienne, en partie musulmane.* (*Questions internationales*, novembre 2012)

La crise mondiale du capitalisme a frappé durement en 2008-2009 les pays qui ne disposent pas de rente pétrolière. En Afrique du Nord, des révolutions ont chassé certains régimes autoritaires appuyés sur la police (en Tunisie) ou l'armée (en Égypte), tous soutenus par les « démocraties » occidentales (États-Unis, France, Grande-Bretagne…). Le Mali, présenté comme un exemple de démocratie, s'est effondré en 2012. L'armée, formée par les États-Unis depuis 1993, a été mise en déroute, au nord, par les nationalistes touarègues rapidement supplantés par les bandes armées islamistes et elle a achevé de se disloquer, au sud, à la suite du coup d'État du capitaine Sanogo.

Les mensonges du gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius-Le Drian

L'armée française n'est pas intervenue pour la défense du patrimoine culturel de l'humanité situé à Tombouctou, ni par sympathie pour les Maliens. L'histoire de l'armée française est ponctuée de pillages en Europe et dans le monde entier, de massacres d'ouvriers français et de paysans africains ou asiatiques, de tortures de combattants algériens. Chaque jour, des centaines de Maliens sont humiliés et pourchassés par la douane et la police françaises. S'il s'agissait de protéger les femmes, pourquoi le gouvernement français entretient-il d'excellents liens avec des États qui appliquent la charia comme la Lybie, les EAU, le Qatar, l'Arabie saoudite… ?

Quant à la démocratie au Mali, l'ambassadeur de France n'en a cure.

> *Le front des agitateurs et autres ennemis est averti : l'armée française n'est pas venue pour amuser la galerie et aucune autre manifestation ne devra être tolérée à Bamako avant la libération du nord.* (Christian Rouyer, *Jeune Afrique,* 28 janvier 2013)

Cette guerre a été préparée par les « forces spéciales » (de très coûteux corps de tueurs professionnels), elle s'appuie sur l'aide technique de la Grande-Bretagne, du Canada, du Danemark et des États-Unis, elle est menée par 2 300 militaires français, épaulés par l'armée malienne au centre du pays, avec les milices du MNLA et des troupes de l'armée tchadienne au nord. Sur les opérations militaires, toutes les informations sont depuis le premier jour fournies par l'armée française elle-même, ce qui sème déjà le doute sur les considérants démocratiques invoqués par le gouvernement PS-EELV-PRG et le président « socialiste » Hollande.

> *Vous savez, il n'y a aucun intérêt français au Mali. Cela n'a donc rien à voir avec je ne sais quelle politique d'un autre temps… Nous n'y défendons qu'une cause, l'intégrité du Mali.* (François Hollande, *Conférence de presse,* Dubaï, 17 janvier 2013)

Alors, à quoi sert le Club des investisseurs français au Mali, soutenu par le Medef ?

Les raisons de la guerre sont les intérêts sordides du capitalisme français

Les sites du gouvernement et les propos de certains ministres démentent le président.

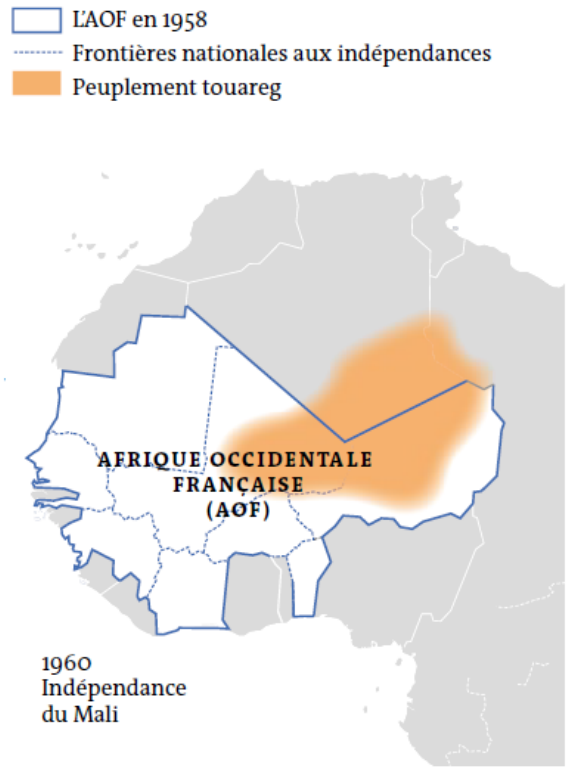
> *En 2010, on recense près de 60 filiales et sociétés à capitaux français. On dénombre par ailleurs près d'une soixantaine d'investissements privés réalisés par des ressortissants français ou binationaux installés au Mali, dans l'hôtellerie, la restauration, le bâtiment, les services. Employant un effectif global de l'ordre de 3 000 salariés, les filiales françaises sont très majoritairement basées à Bamako. La répartition de leur activité reflète la structure et le potentiel du marché malien puisque ces entreprises opèrent à 65 % dans les services, 15 % dans l'industrie et 20 % dans le commerce. En outre, elles sont dans une proportion de 60 % l'émanation de groupes français.* (Ministère de l'économie)

Parmi les groupes recensés, figurent Accor, Air France, Air liquide, Alcatel Lucent, Aventis, Bolloré, BNP Paribas, Bouygues, Canal plus, CFAO, Eiffage, Legris, Sanofi, France télécom, Total, Vinci…

> *Tout le processus de la vie économique mondiale consiste à produire de la plus-value et à la répartir entre les divers groupements de la bourgeoisie sur la base d'une reproduction sans cesse accrue des rapports entre deux classes : le prolétariat mondial et la bourgeoisie mondiale.* (Nikolaï Boukharine, *L'Économie mondiale et l'impérialisme*, 1915, Anthropos, p. 18)

Le sol du Mali recèle, spécialement au nord peu peuplé, de l'uranium, du gaz et du pétrole.

> *Le Nord contribue très peu au PIB du Mali, à peine 2 %. Mais le sous-sol des régions de Gao, de Kidal et de Tombouctou suscite beaucoup d'espoir : 850 000 km2 de potentiel gazier et pétrolier, selon les études menées par l'Autorité pour la recherche pétrolière (Aurep). Pour certains analystes, c'est même la seule vraie raison de l'occupation du Nord par les indépendantistes touaregs et les islamistes. Le Nord, ce n'est pas seulement du pétrole. Les explorations menées dans l'Adrar des Ifoghas (région de Kidal) ont révélé des sols propices à la présence d'or et d'uranium, tandis que le cercle d'Ansongo (région de Gao) recèlerait du manganèse. De quoi attiser les appétits.* (*Jeune Afrique,* 19 juillet 2012)



En 2011, l'augmentation du PIB de l'Afrique subsaharienne a été de +5,3 % contre +1,4 % dans la zone euro ; de +4,8 % en 2012 contre -0,4 % (FMI, janvier 2013). Constatant que le continent africain connaît une croissance enviable, le ministre français de l'économie ne cache pas que, par les échanges de biens et de services ainsi que par l'exploitation sur place des travailleurs, elle pourrait profiter à l'impérialisme français.

> *La croissance africaine a le potentiel de stimuler la croissance en France.* (Pierre Moscovici, 1er décembre 2012)

L'intervention française au Mali n'est pas la première du 21e siècle en Afrique puisqu'elle suit celles en République démocratique du Congo (2003), en République centre-africaine (2007), au Tchad (2008), en Lybie (2011), en Côte d'Ivoire (2011). Toutes visent à réaliser ce « potentiel », à conforter le capitalisme français dans la course qu'il livre, au Mali et dans toute l'Afrique, à ses rivaux américain, chinois... Accessoirement, la guerre, si elle est victorieuse, aidera aux exportations d'armements par Dassault, DCNS, EADS, SAGEM, Thales... et permettra au capitalisme français de conserver sa 4e place mondiale de trafiquant d'armes (derrière les États-Unis, la Russie et la Grande-Bretagne, mais encore devant l'Allemagne et la Chine).

Un État artificiel issu de la colonisation

Un point commun entre Hollande, les gouvernements successifs du Mali, la Communauté économique et douanière des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union africaine et l'ONU est le respect des frontières artificielles tracées par la Grande-Bretagne et la France.

> *Les frontières apparemment intangibles du Mali n'étaient que celles imposées à l'indépendance par la France, le colonisateur. Et encore, pas imposées quand la France dominait ce territoire. Car alors, elle préférait constituer un vaste pays de tout l'ouest de l'Afrique, appelé l'Afrique occidentale française, l'AOF. C'est seulement au moment d'accorder l'indépendance qu'elle a commencé à constituer des zones plus petites, moins viables. Par exemple, un grand Mali dont une grande partie ne contient que du désert et qui n'a aucun débouché sur la mer, ce débouché étant constitué d'un autre pays, le Sénégal. Pourtant, des deux côtés de ces frontières entre Mali, Sénégal et Mauritanie, on trouve les mêmes familles, le même peuple, avec les mêmes ethnies noires ou touarègues... Quasiment tous les courants politiques, même ceux situés à l'extrême gauche de l'échiquier politique comme Sadi (Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance) ont cautionné le nationalisme malien, affirmé que l'État malien était là pour défendre le pays, ses frontières. La réalité, c'est que l'État malien n'a jamais existé que pour faire la guerre au peuple malien, pour le réprimer, pour le terroriser, pour l'exploiter en défendant les intérêts des trusts étrangers qui tirent profit de l'or, des pierres précieuses, de l'uranium, du gaz et du pétrole, et aussi du coton et autres produits agricoles, notamment les trusts français.* (Taïoura Levi Hamed, *Matière et révolution,* 19 janvier 2013)

Dans la vieille Europe, les États se sont constitués au fur et à mesure de l'affirmation des bourgeoisies en classe dominante par le renversement du féodalisme, la constitution d'un marché national et les luttes entre elles. Puis, sur le même modèle, certaines de leurs colonies ayant brisé leur domination (États-Unis d'Amérique), certains pays leur ayant résisté (Japon), certains pays ayant chassé l'impérialisme et exproprié le capital (Chine), ont pu accumuler du capital de manière suffisante au 19e ou au 20e siècle pour réaliser l'unité nationale et échapper à la domination étrangère. Le nationalisme constitue, dans ces cas, une arme idéologique des plus puissantes aux mains de la classe dominante pour soumettre les exploités.

Les pays du Sahel se situent à l'opposé. Quoique formellement indépendants, l'artificialité des frontières et les transferts massifs de plus-value aux bourgeoisies étrangères y sapent la reproduction des rapports sociaux capitalistes, déstabilisent l'État bourgeois, fractionnent la classe dominante selon les influences étrangères, confèrent un rôle politique démesuré à l'armée, nourrissent les conflits ethniques, voire religieux.

L'impérialisme crée le terrain des coups d'État, des conflits ethniques et religieux

En 1991, la classe ouvrière, à cause de la soumission à l'armée bourgeoise des organisations de travailleurs (UNTM) et de jeunes (AEEM), laisse échapper une situation révolutionnaire. Faute de parti ouvrier révolutionnaire, le pouvoir passe d'un gradé à l'autre, du général Traoré au lieutenant-colonel Touré.

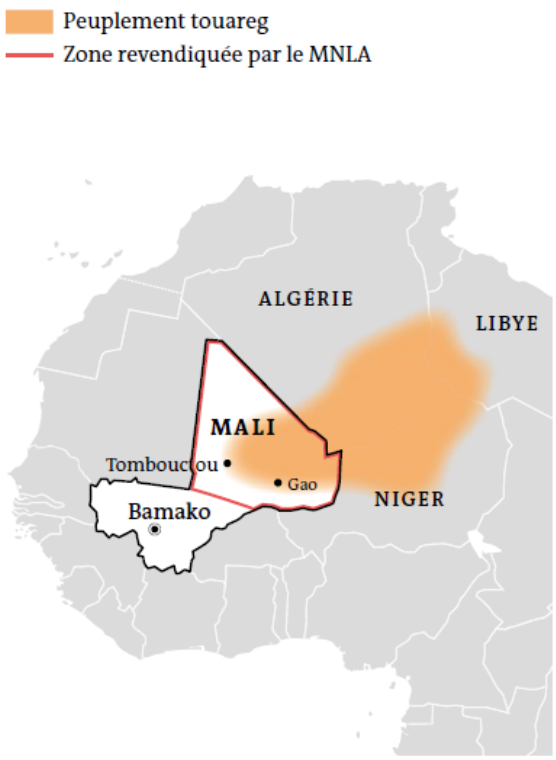
La grève générale commence, paralysant le pays. Les mères de famille, révoltées que leurs enfants soient tués comme des lapins, s'attaquent à mains nues à la présidence à Loulouba. Le général-président leur barre la route avec des blindés. Mais l'armée ne marche plus et on est à un doigt d'une grave mutinerie. Affirmant agir en coordination avec les organisations démocratiques, les militaires déposent la dictature de Moussa Traoré et prennent le pouvoir le 27 mars 1991. Un régime de parachutistes, commandé par le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré (dit ATT) arrête Moussa Traoré. Le chef du coup d'État prend la tête d'un « conseil de réconciliation nationale » auquel collaborent l'UNTM (Union nationale des travailleurs du Mali, le syndicat unique) et AEEM (Association des élèves et étudiants du Mali), revivifiée par la révolution. Immédiatement, la France lâche Moussa Traoré. Le multipartisme est instauré. (Tiekoura Levi Hamed, *Matière et révolution,* 16 septembre 2010)

Comme le précédent, le gouvernement de Touré n'est que le conseil d'administration d'une bourgeoisie compradore. La question touarègue reste le cauchemar de la bourgeoisie malienne. Malgré les ressources naturelles déjà mobilisées (or, coton..), le pays reste sous-développé. La transition démographique n'est pas accomplie, contrairement à l'Afrique du Nord (le taux de fécondité est de 6,3 enfants par femme, alors qu'il est de 2 en Tunisie comme en France). Le PIB annuel par habitant (669 dollars) classe le Mali au 164e rang mondial. L'indice de développement humain (0,392) le met au 175e rang. Il s'agit de moyennes qui ne tiennent pas compte de la répartition des revenus entre les classes. En dépit de luttes de classe incessantes, la situation matérielle des travailleurs, ouvriers, artisans, jeunes, petites gens, ne cesse de se dégrader. La paysannerie, largement expropriée par les propriétaires fonciers et les sociétés impérialistes, s'est appauvrie. Les ouvriers et les employés s'enfoncent dans la précarité.

Des dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes ont été et sont toujours obligés de s'exiler et de vendre leur force de travail surtout dans les pays voisins, la Côte d'Ivoire (entre 500 000 et 1 million), le Soudan… et aussi dans les pays impérialistes comme la France (60 000), la Belgique, l'Allemagne, les États-Unis, le Canada… La pauvreté endémique a aussi facilité le clientélisme des réseaux cléricaux financés par les monarchies du Golfe… et les activités illicites.

L'inclusion dans les circuits de la mondialisation maffieuse

La rébellion des Touaregs du Mali septentrional — habité aussi par d'autres peuples : les Arabes, les Peuls, les Songhaï, etc. — déclenchée en janvier 2012 par le MNLA se distingue des précédentes par, entre autres : l'importance des ex-soldats et ex-mercenaires de l'autocrate… l'implication des jihadistes (AQMI et MUJAO) —ayant fini par prendre militairement le dessus sur le MNLA, non pas seulement à cause de leur aptitude à convaincre religieusement des jeunes des populations locales, déjà musulmanes, d'un islam différent, mais aussi à cause de leurs capacités financières.



En effet, la prise en otage des ressortissants « occidentaux » contre rançon, le convoyage très sécurisé, dans le Sahara, de la cocaïne (débarquée au large de l'arc maritime allant du Ghana au Sénégal, en provenance des cartels sud-américains, déjà devenus directement des acteurs de la croissance économique et indirectement des acteurs des changements politiques dans cette partie du continent, avec les récents putschs militaires en Guinée-Bissau, par exemple) destinée aux « gagnants » et « candidat-e-s gagnants » des sociétés néolibérales européennes, ainsi que bien d'autres trafics, sont des sources de revenus importants.

Elles permettent aux dirigeants de ces milices islamistes de recruter des jeunes désœuvrés… Comme l'a dit, plus d'un an avant le déclenchement de la nouvelle rébellion, l'actuel porte-parole du MNLA, Hama Ag Sid'Ahmed : « Les jeunes abandonnés par l'État et aussi souvent par leurs responsables politiques et militaires touaregs, ne savent plus vers qui se tourner…. Certains sont tentés par les facilités offertes par l'AQMI, la seule entreprise du nord qui fonctionne et gagne tous les marchés sans faire de l'investissement. »

Contrôler le Nord-Mali est donc une affaire très juteuse, pour ces jihadistes que l'on classerait bien dans l'islamisme de marché — celui qui est au pouvoir, de l'Iran à la Tunisie, en passant par l'Arabie saoudite —, mais du marché clandestin ou illégal ou d'une version du lumpen-capitalisme drapée de religiosité. Ce qu'exprime assez bien le terme « narco-salafiste ».

Par ailleurs, la bonne marche de leurs affaires nécessite des complicités dans certains appareils des États qu'ils bordent ou dans lesquels ils ont créé des zones frontalières de non-droit. C'est ce qui explique non seulement les connivences de certains notables du Mali septentrional avec les « narco-salafistes », mais aussi l'inefficacité de l'armée malienne, dont de nombreux membres de la hiérarchie sont présumés liés aux réseaux côtiers du narcotrafic sud-américain et aux « narco-salafistes ». L'entourage immédiat du président malien déchu, Amadou Toumani Touré, au sein de la hiérarchie militaire surtout, était montré du doigt dans une certaine opinion malienne…

La cupidité, le principe d'accumulation primitive à partir d'une rente de situation et le consumérisme ont, entre autres, créé une situation qui a rendu possible les débâcles rapides de l'armée malienne aussi bien en janvier-mars 2012 qu'en janvier 2013. (Jean Nanga, *Inprecor*, janvier 2013)

Bérets verts contre bérets rouges

L'armée est, comme en France, une « armée de métier » et non de conscription. Tombée sous la coupe des États-Unis au détriment de la France, elle reste plus apte à se battre pour le palais présidentiel qu'à combattre les envahisseurs du nord.

Mal formée, déstructurée, sous-équipée, elle fait figure de maillon faible dans la lutte régionale contre le terrorisme, le narcotrafic et les bandes armées. (*Jeune Afrique,* 30 mars 2012)

Voici un an, les soldats du rang se révoltent contre l'état-major corrompu et inefficace. La classe ouvrière étant incapable, faute de parti, d'utiliser la division de l'armée et d'armer la population, la révolte est détournée par un apprenti Bonaparte. Le capitaine Amadou Haya Sanogo, formé comme officier de renseignement aux États-Unis, lance les « bérets verts » (infanterie) à l'assaut de la télévision et du palais présidentiel défendu par les « bérets rouges » (parachutistes). La junte chasse le président Touré, lui-même un ancien lieutenant-colonel putschiste.

C'est sur le terreau d'impopularité d'Amadou Toumani Touré et de fortes critiques sur son incapacité à faire face aux multiples adversités, notamment militaires, que le coup d'État du 22 mars 2012 a prospéré. Affichant leur inaptitude à s'organiser, à gagner à leur cause le soutien d'une population désemparée, encore moins à définir une véritable stratégie tant sur le plan interne que régional, ses auteurs se sont contentés, dans un premier temps, d'exploiter le ressentiment des Maliens. (*Questions internationales*, novembre 2012)

Le parti politique qui est invité aux congrès du PCF, Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance (SADI), dont le nom creux indique la nature bourgeoise, soutient le coup de Sanogo et la junte militaire.

Plus rien ne s'oppose à l'avance des djihadistes vers le sud.

Le putsch de mars 2012 a pulvérisé la chaîne de commandement, avec la révolte de la troupe contre les officiers supérieurs, puis la fracture entre bérets verts et rouges. (*Le Monde diplomatique,* janvier 2013)

Les pays voisins réunis dans la CEDEAO et, dans les coulisses, la France imposent un compromis aux partis politiques et à la junte militaire en avril, mais le gouvernement de Dioncounda Traoré reste impuissant. En décembre, le capitaine Sanogo se permet de tabasser et de chasser le premier ministre.

L'arrestation du premier ministre malien, Cheikh Modibo Diarra, appartient à un genre très typé. Déjà empêché, la veille, à l'aéroport, de quitter le Mali, il a été arrêté à son domicile dans la nuit de lundi à mardi 11 décembre par des militaires… Il a aussitôt été conduit au camp de Kati… Là, il aurait été amené au bureau de leur chef, le capitaine Amadou Sanogo, ex-chef de la junte… Vers quatre heures du matin, il apparaissait à la télévision nationale pour annoncer sa démission… (*Le Monde*, 12 décembre 2012)

Les « bérets verts » finissent en mai 2012 et en février 2013 de vaincre, non les islamistes, mais les« bérets rouges ». D'après l'organisation des droits de l'homme HRW :

Depuis mars 2012, le capitaine Sanogo et ses hommes ont été clairement identifiés dans des disparitions forcées, tortures, arrestations arbitraires, intimidations et maltraitances de personnes opposées à eux. Ils n'ont pas fait l'objet de la moindre enquête. À la place, Sanogo a été rétribué par une position gouvernementale de haut niveau… (*Le Monde*, 15 février 2013)

La dislocation du Mali

D'abord, entre janvier et mars 2012, l'armée malienne s'est repliée devant une coalition du MNLA (des nationalistes touaregs qui ont bénéficié de la complaisance de Sarkozy), de Ansar Eddine (des islamistes touaregs qui ont bénéficié de la complicité du régime algérien), de l'AQMI (des islamistes majoritairement étrangers dirigés par des Algériens de l'ex-FIS), du MUJAO (des islamistes comprenant des étrangers et des Maliens de toutes les ethnies).

Le MNLA, renforcé par d'anciens mercenaires de Kadhafi et la désertion de soldats et d'officiers touaregs qui avaient été intégrés en 1991 à l'armée malienne, a proclamé en avril 2012 l'indépendance de l'Azawad. Les nationalistes bourgeois comptaient monnayer à leur propre compte les richesses du sous-sol auprès des puissances impérialistes.

La conquête du nord du pays s'est faite de manière particulièrement violente. Le MNLA et Ansar Eddine égorgent les soldats prisonniers selon le rite djihadiste.

> *Le massacre du camp d'Aguelhok, le 24 janvier, avait déjà porté un coup très dur au moral des troupes : 70 militaires avaient été exécutés et les photos de leurs corps atrocement mutilés avaient fait le tour du web.* (*Jeune Afrique,* 30 mars 2012)

Les civils ne sont pas épargnés.

> *Personne à Gao n'a oublié que les Touaregs du MNLA avaient fait régner la terreur, pillant les bâtiments, volant les habitants, violant les femmes.* (*Jeune Afrique,* 25 février 2013)

Dans une deuxième phase, les panislamistes se retournent contre les nationalistes touaregs.

Ansongo, ville située au sud est de Gao, au nord est du pays. Il s'agit d'un voleur de motos, dont le Mujao a coupé la main en application de la Charia, mercredi 8 août. 2012

> *À la fin de juin, les islamistes d'AQMI alliés au MUJAO et à ceux d'Ansar Eddine chassent les rebelles touaregs du MNLA et conquièrent le Nord-Mali. Ils imposent la charia –lapidations et mutilations se multiplient- et détruisent les mausolées de saints musulmans à Tombouctou.* (*Le Monde*, 13 janvier 2013)

Contrairement au nationalisme touareg, ni la mafia islamiste ni le djihad ne bornent leur horizon au nord du Mali. L'urgence a poussé l'état-major de l'armée française et le président français à ne pas attendre les troupes de la CEDEAO qui étaient prévues.

> *Le mouvement de groupes islamistes qui ont franchi la ligne virtuelle de démarcation entre le nord et le sud en prenant la ville de Konna, le 10 janvier, a précipité le calendrier.* (*Le Monde*, 16 janvier 2013)

Ni réaction islamiste, ni domination étrangère !

> *Il faut avoir tout particulièrement à l'esprit… la nécessité de lutter contre le panislamisme et autres courants analogues qui tentent de conjuguer le mouvement de libération contre l'impérialisme européen et américain avec le renforcement des positions des khans, des propriétaires fonciers, des mollahs, etc.* (Vladimir Lénine, *Ébauche de thèses sur la question coloniale*, 5 juin 1920)

Si les islamistes étaient purement et simplement des combattants anti-impérialistes, les travailleurs du Mali, de France et d'ailleurs devraient les soutenir. Mais ils sont aussi le fer de lance de la contre-révolution, non sans parenté avec le fascisme, comme ils l'ont prouvé en Iran en 1979 et en Égypte en 2012. Les succès militaires initiaux de l'armée française ne reposent pas seulement sur la supériorité militaire écrasante, mais sur la haine que les bandes mafieuses et fondamentalistes ont suscitée chez les travailleurs, les femmes et les jeunes en formation.

Dans le nord, le MNLA a abandonné la revendication d'indépendance et collabore avec l'armée française pour traquer les djihadistes. Le MNLA, après avoir tenté d'imposer sa domination sur toutes les ethnies du nord, après avoir ouvert le nord aux islamistes, renforce maintenant les illusions dans l'impérialisme français et dans l'ONU.

> *La rébellion touareg du MNLA a refusé samedi de désarmer avant toute négociation avec les autorités maliennes… Réunis en « sommet » le 28 février, les dirigeants de la CEDEAO avaient affirmé que le dialogue intermalien passait par le* « désarmement de tous les groupes armés, notamment le MNLA ». *La rébellion a lancé un appel pressant à l'ONU pour accélérer le déploiement d'une force de maintien de la paix…* (*Jeune Afrique,* 10 mars 2013)

Aux nationalismes bourgeois, cléricaux ou laïques, malien ou touareg, fauteurs de conflits et de guerres incessantes, les peuples africains, quelle que soit la couleur de leur peau, doivent opposer leur volonté de régler eux-mêmes toutes les questions. Ils ne le pourraient qu'en exerçant le pouvoir dans leurs comités et conseils de toutes sortes issus de leurs luttes révolutionnaires. Avec une exigence centrale : la rupture de tout lien politique et économique avec tous les impérialismes. Seule l'expropriation des classes dominantes (groupes capitalises étrangers, bourgeoisies locales, propriétaires fonciers et chefs tribaux) peut régler les problèmes de coexistence et de cohabitation de ces peuples et leur progrès économique et culturel.

Une partie de la population a tracé cette voie, dans les circonstances les plus difficiles, en refusant l'occupation des barbus et leur totalitarisme bigot.

> *Gao a résisté, c'est indéniable. Résistance frontale, quand le MUJAO a voulu interdire le football ou détruire le mausolée de Mohamed Askia, une prodigieuse pyramide en banco datant de 1495. Ce jour-là, au lendemain de la destruction des mausolées de Tombouctou, les habitants de Gao se sont massés au pied du monument et ont bravé les menaces. Une autre fois, ils sont sortis dans la rue pour dire « non » aux amputations.* (*Jeune Afrique,* 25 février 2013)

Si le peuple avait été armé, s'il s'était armé, il aurait rallié ou dispersé l'armée, chassé les bandes narco-salafistes et renversé l'État de la bourgeoisie du sud, incapable de le protéger et vendu à l'étranger, reconnu les droits des minorités nationales, émancipé les femmes et la jeunesse. L'exemple du gouvernement ouvrier et paysan du Mali se serait répandu dans toute la région, ouvrant la perspective de développer l'économie au compte du plus grand nombre, de supprimer les frontières artificielles en édifiant la fédération socialiste sahélienne et les États-Unis socialistes d'Afrique.

RÉVOLUTION SOCIALISTE organe du Groupe bolchevik
pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, de l'internationale ouvrière révolutionnaire [affilié au Collectif révolution permanente]

Pour prendre contact avec le Groupe bolchevik
Re-So / AGECA service BP /
177 rue de Charonne / F-75011 PARIS

Site du CoReP
www.revolucionpermanente.com

Site du CRP Pérou
luchamarxista.blogspot.com

Site du GKK Autriche
www.klassenkampf.net

Directrice de la publication ML Herblot
RS340.08

ISSN 1634-4006

Pour la défaite de l'impérialisme

L'armée française aurait eu, tant en France qu'au Mali, le plus grand mal à justifier son invasion, alors que ses troupes de choc serviront à la contre-révolution en France comme à l'oppression dans le reste du monde, alors que la défaite de l'armée française aurait affaibli l'État bourgeois, démasqué le gouvernement social-impérialiste de Hollande et incité tous les peuples opprimés à défier l'ordre impérialiste que font régner les grandes puissances. Pour cela, il manque un parti ouvrier révolutionnaire, section malienne de l'internationale ouvrière révolutionnaire.

Il en faut un aussi en France, tant il est vrai que les « partis ouvriers bourgeois » (bureaucraties syndicales et partis politiques réformistes) défendent tous le capitalisme français et l'armée impérialiste. Pas seulement le PS de Hollande, chef de guerre impérialiste, mais aussi les directions de FO, de la CGT, le PCF et le PdG.

Le parti social-patriote de Mélenchon ne conteste pas le bienfondé de l'invasion du Mali et place toute sa confiance dans le « conseil de sécurité » des bandits impérialistes français, américains, britanniques, russes et chinois.

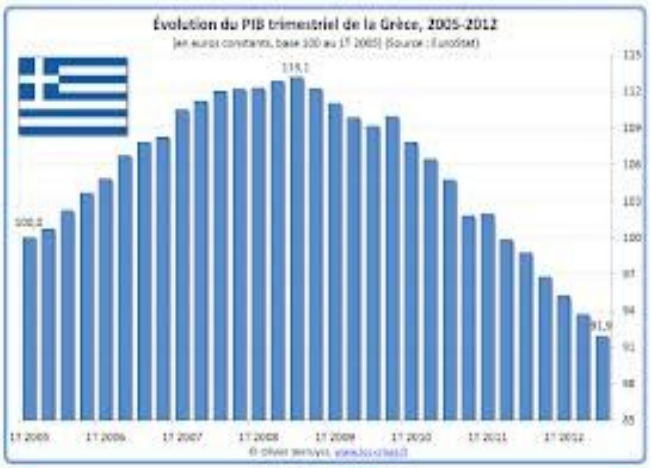
> *Le Parti de gauche prend acte de la décision du Président de la République d'engager militairement des troupes françaises au Mali. Il rend hommage au lieutenant Damien Boiteux… Le PG n'en juge pas moins inacceptable que la décision de faire la guerre soit prise en dépit des règles établies par la résolution 2085 des Nations unies, qui requière expressément que le Conseil de sécurité approuve par avance toute intervention militaire par une force panafricaine, et à fortiori par une force française. En outre, le PG déplore que cette décision ait été prise en dehors de toute consultation de la représentation nationale.* (PdG, *Communiqué,* 15 janvier 2013)

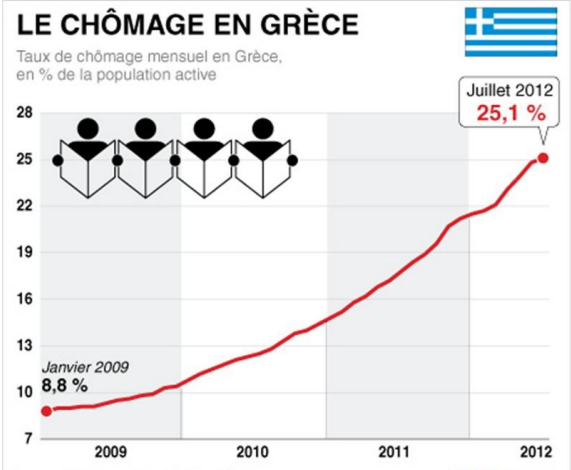
Les buts fixés par Hollande ne sont pas pour autant atteints. Il lui faut reconstruire un État bourgeois, donc une armée bourgeoise au détriment des minorités nationales et du prolétariat du Mali. Quant à détruire les courants panislamistes qui se jouent des frontières et s'alimentent des interventions impérialistes présentées comme celles des croisés contre les croyants musulmans, c'est une vue de l'esprit.

Seule la révolution socialiste mondiale peut écraser la réaction cléricale. Elle le fera, en liquidant aussi l'impérialisme qui en est la source.

- Armement du peuple malien !
- Aucune exaction contre les Touaregs, les Arabes et les Maures !
- Retrait immédiat de toutes les troupes françaises du Mali et de toute l'Afrique !
- Des papiers pour tous les travailleurs et étudiants maliens en France !

Grèce : socialisme ou barbarie !





Le capitalisme en déclin fait tout son possible pour faire payer sa crise aux travailleurs, à commencer par ceux des pays qu'elle a le plus fragilisés. Ainsi, la Grèce est l'épicentre de l'offensive déchaînée par la bourgeoisie contre les travailleurs. Sous prétexte de la dette publique, qui relève en partie d'une manipulation et de laquelle cette bourgeoisie est en réalité responsable, les travailleurs grecs sont victimes de l'offensive capitaliste la plus violente jamais déchaînée depuis la fin de la boucherie impérialiste de 1945. La Grèce sert aussi d'exemple pour ce que la bourgeoisie souhaite réserver aux travailleurs du monde entier. Entre 2008 et 2012, la valeur dégagée par l'économie grecque a diminué de 20 % par rapport à 2008.

L'État allemand a longtemps hésité à aider l'État grec. Pour Paul Juncker, président de l'Eurogroupe, *« une sortie de la Grèce serait gérable »* (*Le Monde*, 7 août 2012) ; pour Philipp Rösler, ministre allemand de l'économie, *« une sortie de la Grèce ne serait pas si effrayante que cela »* (*Les Échos*, 20 août 2012). Ils ont par la suite estimé que, parce que *« ses coûts salariaux ont fortement diminué… la zone euro devait s'efforcer de conserver Athènes parmi ses membres »* (Juncker, *Reuters*, 18 septembre 2012) ; Angela Merkel *« veut que la Grèce reste dans l'euro »*, ce à quoi le Premier ministre grec a obséquieusement répondu *« que le peuple grec saigne mais est déterminé à rester dans l'euro »* (*Les Échos*, 9 octobre 2012).

Une population saignée par la classe capitaliste

Ces cinq années consécutives de récession sont à la fois la cause et la conséquence de la saignée que les travailleurs subissent depuis 2010, sous prétexte d'un déficit public trop important, d'abord par un gouvernement dirigé par le parti bourgeois Pasok puis par un autre parti bourgeois, Nouvelle démocratie.

En 2010, la Grèce fut ainsi le premier de la zone euro à mettre en oeuvre une première série (sur cinq, pour l'instant) d'attaques contre les travailleurs, sous prétexte d'obtenir un financement de la part du gang de brigands formé par le FMI, la BCE et la Commission européenne. Un rapport de ces trois organisations estime à 15 % la baisse moyenne des salaires grecs depuis 2009. Antonio Samaras, l'actuel Premier ministre, reconnaît que *« le niveau de vie grec au cours des trois dernières années a baissé de 35 % »* (*Le Figaro*, 22 août 2012). La réalité est certainement plus proche de 50 %, d'après le GSEE, principale fédération syndicale du pays et l'agence statistique officielle, voire de 70 % pour certaines catégories. La Grèce comptait 27 % chômeurs en novembre 2012 (58 % pour les moins de 25 ans), contre 7,6 % en 2008.

Les travailleurs parviennent mal à assurer leur subsistance. D'après le FMI, 80 % des coupes sont des réductions de salaires et de pensions retraite. 93 % des foyers indiquent avoir subi une diminution de leurs revenus, en moyenne de 38 % (*La Tribune*, 7 février 2013). Les salaires et les retraites ont diminué jusqu'à 50 %, avec pour conséquence des factures impayées, des coupures d'électricité, des queues interminables à la soupe populaire. Il apparaît qu'un tiers de la population survit par le troc ou les systèmes d'échanges locaux.

Le pays est touché par la malnutrition, y compris parmi les enfants, qui ont cours dans des écoles sans chauffage, sans livres, qui ne sont pas vaccinés… Le système de santé, jugé *« relativement efficace »* par l'OCDE en 2009, a été détruit. Le gouvernement a réduit de 23 % en trois ans les crédits destinés à la santé, les pharmaciens et les médecins du secteur hospitalier public ne sont plus payés, le nombre de lits a diminué de 20 %, chaque patient doit dorénavant payer cinq euros pour chaque consultation à l'hôpital public, les médecins demandent aux patients d'acheter eux-mêmes les pansements, seringues… En 2010 et 2011, le nombre d'infections par le VIH a augmenté de 57 % (1 250 % pour la seule ville d'Athènes, d'après Médecins sans frontières), princi-

palement en raison de la suspension des programmes de seringues gratuites. La malaria, qui avait disparu depuis quarante ans, fait sa réapparition avec 120 à 130 cas en 2011… En 2010, d'après le Centre grec pour l'étude et la surveillance des drogues, le nombre de consommateurs d'héroïne a augmenté de 20 %. Le taux de suicide a augmenté de 40 % en 2011, alors que son chiffre était le plus faible d'Europe.

Les difficultés de la bourgeoisie à former un gouvernement

Les élections législatives –au scrutin proportionnel avec prime de 50 sièges au parti arrivé en tête– du 6 mai 2012 n'ont pas permis de dégager une majorité et de nouvelles élections ont été organisées le 17 juin, sous la pression des principales bourgeoisies.

Depuis 2000, les deux principaux partis de la bourgeoisie ont perdu plus de la moitié de leurs électeurs (de 2,9 millions à 1,8 million pour Nouvelle démocratie, de 3 millions à 750 000 pour le Pasok).

Un gouvernement bourgeois a été formé, sous la direction d'Antonio Samaras (Nouvelle démocratie), avec le Pasok et Dimar.

Le gouvernement ND-Pasok-Dimar poursuit l'offensive contre les travailleurs

Au lendemain des élections, le gouvernement grec prévoit de réduire de 5 à 15 % les pensions de retraite de plus de 1 000 euros, de reculer l'âge de la retraite à 67 ans (au lieu de 65), de diminuer de 15 % les allocations sociales – 22 % pour les allocations chômage –, de supprimer le CDI dans les sociétés d'État, de licencier 40 000 fonctionnaires grecs– ce qui est pourtant interdit par la constitution.

Le Premier ministre assure l'impérialisme de sa soumission : *« Nous ne discutons pas les finalités. Nous voulons seulement être sûrs que nous les atteindrons en maintenant la cohésion sociale »* (*Le Monde*, 24 août 2012). La loi pluriannuelle 2013-2016 – le cinquième plan d'austérité voté le 7 novembre 2012 – prévoit 18,1 milliards d'euros de coupes budgétaires, dont la suppression de 125 000 postes de fonctionnaires d'ici 2016, ce qui correspond à un non-remplacement de quatre fonctionnaires sur cinq.

Il a été salué par le ministre allemand des affaires étrangères, Guido Westerwelle : *« le signal serait entendu dans toute l'Europe »* (*Le Figaro*, 8 novembre 2012). L'objectif est de diminuer de 15 % supplémentaires la valeur de la force de travail d'ici 2015 (le *« coût du travail »*). *« Les grands défis sont de mettre en oeuvre les nouvelles mesures de rigueur et de redressement votées en octobre et de faire avancer les privatisations »* (*AFP*, 27 novembre 2012). 19 milliards de privatisations sont prévues d'ici 2015. Les prêts accordés par le Mécanisme européen de stabilité et le budget d'austérité servent exclusivement à payer les créanciers, à savoir les banques privées qui prêtent à l'État grec à un taux d'intérêt de 10 %, tout en empruntant à la BCE à 0,75 %.

6 mai 2012 : **Répartition du vote selon les catégories socioprofessionnelles**

PROFESSIONS	ND	SYRIZA	PASOK	ANEL	AUBE DOREE	DIMAR	KKE
TAUX FINAL	29.7	26.9	12.3	7.5	6.9	6.3	4.5
Patrons-chefs d'entreprise	35.9	10.9	17.2	1.6	20.3	4.7	1.6
Agriculteurs indépendants, agriculteurs, pêcheurs	35.3	24.1	9.8	8.3	7.5	6.0	4.5
Professions libérales (scientifiques)	26.8	26.1	9.4	8.0	8.7	7.7	2.8
Artisans, gagne-petit	27.2	32.6	10.0	7.3	9.1	2.7	4.2
Salariés du secteur public	26.3	32.0	10.1	8.4	4.7	7.7	4.4
(Cadres moyens du secteur public)	24.8	34.9	7.0	9.3	2.3	7.0	5.4
Salariés du secteur privé	20.3	32.5	8.9	8.7	10.2	7.7	6.1
(Cadres moyens du secteur privé/vendeurs)	17.2	34.0	10.7	7.0	12.6	6.0	6.5
(Ouvriers qualifiés)	25.4	30.2	1.6	11.1	11.1	11.1	4.8
(Ouvriers non-spécialisés/ouvriers précaires)	9.1	27.3	4.5	9.1	24.5	9.1	4.5
Chômeurs	16.2	32.7	7.1	9.6	12.2	8.1	4.3
(Chômeurs qui ont perdu leur poste)	17.0	32.9	6.8	9.0	11.5	8.2	6.8
Femmes au foyer	33.8	24.0	15.9	9.0	3.6	5.1	3.3
Retraités du secteur public	45.7	16.2	23.1	3.0	1.7	5.1	3.0
Retraités du secteur privé	43.2	17.6	17.5	5.4	2.8	1.0	4.8
Elèves/Etudiants	7.1	51.2	1.2	10.7	3.6	7.1	6.0

Source : Institut VPRC, Sondages pré-électoraux et électoraux.

L'État bourgeois réprime

Le gouvernement se méfie de la résistance des travailleurs. *« Ce qui m'effraie, c'est la pression exercée par le société… afin que le programme soit adouci. Nous devons y résister »* (Yannis Stournaras, ministre des finances, *Les Échos*, 17 janvier 2013). Il est clair que les travailleurs veulent en découdre avec le gouvernement. Ils scandent *« Du pain, de l'éducation et de la liberté ! »*, un mot d'ordre déjà utilisé contre la dictature des colonels.

Des dizaines de milliers ont été arrêtés et détenus, et même expulsés s'il s'agit de travailleurs étrangers sans papiers (plus de 4 000 expulsions depuis août 2012). Le 20 juillet 2012, la police a violemment mis fin, sans fondement légal, à une grève de neuf mois d'ouvriers sidérurgistes qui se battaient contre des baisses de salaires et des licenciements. Neuf ouvriers furent arrêtés. Le 4 octobre, des employés d'un chantier naval non payés depuis six mois occupèrent le ministère, ils ont été reçus à coups de matraques. Plus de cent d'entre eux ont été arrêtés.

Le 8 octobre, le gouvernement mobilisa 10 000 policiers à Athènes pour empêcher que les manifestants ne perturbent la venue d'Angela Merkel ; des dizaines de milliers d'entre eux bravèrent l'interdiction.

Le 24 janvier 2013, le gouvernement ordonna, sous peine de prison, la reprise du travail aux employés du métro d'Athènes en grève contre des baisses de salaire jusqu'à 50 %, avec un décret de « mobilisation civile forcée » datant des colonels. Face au refus des grévistes, la police anti-émeute dispersait les grévistes, empêchait l'accès au dépôt où ils étaient regroupés. Nombre d'entre eux furent arrêtés. Les marins et les agriculteurs organisèrent

des grèves et actions de soutien aux travailleurs du métro, alors que la direction de leur syndicat, Selma, ordonnait la reprise du travail.

La même semaine, le ministre de la marine marchande ordonnait la reprise aux marins en grève –qui réclament le versement de plusieurs mois de salaires et le retrait d'un projet de loi réduisant le pouvoir de leur syndicat– en s'appuyant sur ses pouvoirs spéciaux de réquisition pour force majeure. Depuis 2010, c'est la quatrième fois que le gouvernement grec utilise une loi martiale pour briser une grève.

La menace fasciste s'aggrave

Dans le même mouvement, des tendances fascistes se développent en s'appuyant sur l'appareil d'État. Pendant la campagne électorale 2012, Samaras avait intégré dans son équipe des membres du parti d'extrême-droite LAOS. De nombreux anciens cadres de ce parti occupent aujourd'hui des postes à responsabilité. Par exemple, Makis Voridis, est aujourd'hui le porte-parole du groupe parlementaire de Nouvelle démocratie.

Depuis l'été dernier, 60 000 immigrés ont été arrêtés et détenus par la police. Le 6 février 2013, le Conseil d'État posait comme exigence minimale à la naturalisation la capacité de démontrer un *« lien réel avec la société grecque et l'État grec »*, pour lesquels le nombre d'années de résidence ou d'éducation ne suffirait plus. Quelques jours auparavant, Samaras annonçait la suspension de toutes les naturalisations. Le 25 février, le chef des armées, Michalis Kostarakos affirmait que *« ceux qui s'inscrivent dans les académies militaires doivent être grecs par* genos *»*, c'est-à-dire grecs de sang. Il s'agit d'une revendication d'Aube dorée :

> *Ceci est une nouvelle grande victoire pour Aube dorée et une nouvelle concession pour la Nouvelle démocratie, qui suit maintenant clairement notre agenda politique… Les uniformes d'honneur des officiers grecs ne peuvent pas être donnés à des Albanais, des Asiatiques et des Africains, et les forces armées de notre pays ne deviendront pas subordonnées à des agents étrangers, car c'était la volonté des dirigeants anti-helléniques décadents.* (25 février 2013)

Cette organisation ouvertement fasciste, dont le slogan est *« Sang, honneur, Aube dorée »*, qui se réclame de la dictature des colonels, a émergé en 2009 avec 20 000 voix et a obtenu 6,9 % des voix (plus de 400 000 suffrages) aux dernières législatives (18 députés). En outre, le parti fascisant LAOS a obtenu 1,6 %. Plus de la moitié de la police d'Athènes aurait voté pour Aube dorée. Elle distribue de la nourriture à la population, à condition qu'elle soit grecque, elle revendique que les hôpitaux réservent leurs soins aux « Grecs d'origine ». Son objectif déclaré est la destruction de toute organisation de travailleurs. Elle mène d'ores et déjà de multiples agressions contre les travailleurs étrangers.

Les directions des organisations de masse de la classe ouvrière sont incapables d'organiser le front nique ouvrier pour l'écraser.

Les directions du mouvement ouvrier éludent et divisent

Or, les directions syndicales Pasok d'Adedy (fonction publique) et de la Gsee (entreprises) qui représentent deux des quatre millions d'actifs se contentent d'exutoires sous forme de grèves d'un jour, à l'occasion de deux jours.

Le PAME, une quasi-scission syndicale organisée par le KKE, fait de même, en appelant généralement le même jour à des cortèges séparés. La dernière journée d'action a eu lieu le 20 février. Si la grève a été massivement suivie, seulement 60 000 personnes ont manifesté à Athènes.

Les élections sont l'autre exutoire. Les travailleurs ont porté massivement leurs suffrages vers les partis qui n'ont pas participé au gouvernement ces dernières années et qui sont tous deux issus du parti stalinien, le seul parti ouvrier de masse du 20e siècle : le Synaspismos et le KKE. Ainsi le Synaspismos, sous l'étiquette de Syriza (« Coalition de la gauche radicale »), est passé de 200 000 en 1996 à 1,7 million de voix en 2012. Le KKE est passé dans la même période de 380 000 voix à 540 000.

Si on additionne KKE, Syriza, Antarsya (un bloc « éco-socialiste » à gauche de Syriza), Dimar (une scission droitière du Synaspismos), les candidats des organisations ouvrières regrouperaient 38 % des voix. Mais le Synaspimos et le KKE se gardent bien de revendiquer ensemble le pouvoir.

Le Synaspismos a constitué le petit front populaire Syriza, de nature similaire au Front de gauche en France ou IU en Espagne, avec AKOA (lié au NPA), KEDA (une scission du KKE) et Citoyens (un parti bourgeois créé par Manolis Glezos).

Le PS a soutenu le Pasok… Nonobstant sa composante bourgeoise, la plupart des réformistes et des centristes du monde entier (en France, le NPA, le PdG et le PCF) se sont enflammés pour Syriza

Certes, Syriza a refusé de se joindre au gouvernement bourgeois, mais en se posant, après avoir félicité Samaras, en *« opposition responsable »* (19 juin 2012).

Son chef Tsipras s'est rendu ensuite à Washington pour rassurer le capital financier international.

> *Nous ne sommes pas aussi dangereux que certains le croient… La dernière chose dont notre pays a besoin est la montée des tensions et conflits sociaux.* (Tsipras, *Discours au FMI,* 22 janvier 2013)

Un député Syriza, Dimitris Papadimoulis, a reproché pour sa part aux employés du métro d'être des privilégiés. Syriza est favorable au remboursement des banques : *« la position adoptée par Syriza est celle de la stabilité économique, sociale et géopolitique »* (Tsipras, 15 septembre 2012). Puis Tsipras s'est rendu le 29 septembre à Bruxelles où il s'est dit prêt, devant le Parlement européen, à former un gouvernement pour restaurer la *« stabilité politique »*. Il accuse même *« le peuple grec de porter une lourde responsabilité »* (*Die Zeit*, 16 novembre 2012).

Le KKE revendique ouvertement de Staline, le chef de la bureaucratie russe privilégiée et totalitaire, l'inventeur du « socialisme dans un seul pays », le destructeur du Parti bolchevik et le promoteur des fronts populaires, de la subordination à la bourgeoisie.

Le KKE a gouverné en 1988 avec la ND. Iln'a pas dit un mot de la participation de son parti frère, le SACP, au gouvernement bourgeois qui gère le capitalisme sud-africain depuis 1994 et a massacré les mineurs en grève en août 2012.

Alors que Engels avait rappelé à ses camarades du PO français que « *l'émancipation du prolétariat ne peut être qu'un acte international* » (*Lettre à Lafargue*, 27 juin 1893), les chefs staliniens tentent de faire avaler aux travailleurs et aux jeunes que la Grèce doit sortir de l'Union européenne pour trouver dans l'autarcie la prospérité.

> *Nous maintenons, faits et preuves à l'appui, que la Grèce, en dépit des dégâts sérieux et ravageurs qui ont touché certains secteurs et qui sont dus à la domination du capital et à la concurrence entre monopoles, connaît les conditions préalables pour constituer et développer une économie populaire autonome.* (KKE, *Propositions pour sortir de la crise,* 14 mai 2010)

Dans l'immédiat, le KKE reste vague et n'ouvre d'autre perspective qu'une interminable lutte défensive, comme si le refus de lutter pour la révolution, pour le pouvoir ne faisait pas le jeu du fascisme.

> *Le KKE a dit la vérité au peuple. Il l'a appelé à soutenir le parti afin de le renforcer, de telle sorte qu'il puisse contribuer de façon décisive à la prévention des mesures antipopulaires, au regroupement et au renforcement du mouvement ouvrier et populaire, au développement de luttes militantes, pour paver la voie à des changements radicaux.* (Giorgos Marinos, 29 juin 2012)

> *Le KKE considère que la base de la contre-attaque populaire doit être les lieux de travail, les secteurs et les quartiers. Et par-dessus tout, le plus important est de regrouper le mouvement ouvrier et populaire, l'alliance sociale, l'alliance sociopolitique qui va lutter pour les problèmes immédiats et pressants, et réunira les forces pour le renversement radical nécessaire.* (Aleka Papariga, 17 juin 2012)

Des *« changements radicaux »* mais quand ? et lesquels ? Le KKE ne le précise jamais.

En fait, il empêche la révolution socialiste par une politique inspirée de celle de la 3e Internationale stalinisée de 1928 à 1934, qui combine le « socialisme dans un seul pays » à la division forcenée des rangs ouvriers.

Cela lui vaut l'admiration non seulement de sectes maoïstes et staliniennes survivantes mais aussi de courants prétendument trotskystes qui sont bien plutôt des nostalgiques de la « troisième période » de l'IC.

> *Le KKE refuse une coalition avec Syriza et il reproche à juste titre à Syriza « d'être systématiquement pro-UE ».* (*Le Bolchevik*, juin 2012)

> *Votez KKE ! Pas une voix pour Syriza !… Un vote massif pour le KKE, qui s'oppose à l'UE, constituera une gifle pour les impérialistes…* (*Le Bolchevik*, septembre 2012)

La LTF fait passer la campagne chauvine du KKE contre l'Union européenne comme positive alors qu'elle constitue une diversion pour protéger la bourgeoisie grecque et qu'elle fait, tout autant que la capitulation de Syriza devant l'UE, le jeu d'Aube dorée.

> *Contre le mensonge de la défense nationale, il faut lancer le mot d'ordre de l'anéantissement révolutionnaire de l'État national. À la maison de fous de l'Europe capitaliste, il faut opposer le programme des États-Unis socialistes d'Europe, comme étape vers les États-Unis du monde.* (Léon Trotsky, *Pour la 4e Internationale*, juin 1935)

Il y a urgence : assez de parlementarisme, de parodies d'action et de division !

Les travailleurs ne peuvent faire aucune confiance à des partis comme le Synaspismos et le KKE. Il leur faut construire un parti internationaliste et révolutionnaire qui sera capable de détruire l'État bourgeois et de donner le pouvoir aux travailleurs.

- Unité des travailleurs grecs et immigrés !
- Annulation de la dette publique !
- Expropriation des banques et des grandes entreprises ! Séparation de l'Église et de l'État !
- Comités rassemblant tous les travailleurs dans les entreprises, les administrations, les quartiers, les villages, les universités, pour le contrôle ouvrier et populaire !
- Dissolution de l'armée et de la police !
- Milices ouvrières unies contre la police et les fascistes !
- Grève générale pour chasser le gouvernement bourgeois !
- Gouvernement ouvrier et paysan ! États-Unis socialistes d'Europe !

Égypte : la révolution se défend face au pouvoir contre-révolutionnaire islamiste et à l'armée

Deux ans après la chute de Moubarak, la révolution s'approfondit :

> *Le 25 janvier, des milliers de manifestants ont défilé contre le président Mohamed Morsi et sa Confrérie des frères musulmans, affrontant la police au Caire et dans d'autres villes, faisant au moins une dizaine de morts. (The Economist,* 2 février 2013)

Depuis la fin de l'été, les masses affrontent l'État bourgeois dirigé par le Parti de la liberté et de la justice, parti de la Confrérie des Frères musulmans, vainqueur des élections et qui a succédé à l'état-major de l'armée au pouvoir de février 2011 à juin 2012. Une nouvelle étape de la révolution s'est déclenchée avec le projet de nouvelle constitution présenté par le président Morsi en novembre dernier.

Le gouvernement islamiste veut faire refluer la révolution

Dès son élection en juin 2012, le président Morsi, candidat des Frères musulmans a montré qu'il servait les intérêts des capitalistes. Alors que l'inflation galopante étrangle les pauvres, que les coupures d'eau et d'électricité n'ont pas cessé, que la répression est identique à celle des généraux, les plus larges masses sont convaincues de devoir chasser le pouvoir élu. Il semblerait que la moitié de la population, sur plus de 80 millions d'habitants, survive avec deux ou trois galettes de pain quotidiennes. Le gouvernement Morsi supprime toute subvention aux produits de base, notamment le pétrole et la farine sans lesquels le peuple ne peut pas subsister. La haine et le rejet du gouvernement islamiste ont atteint un tel degré d'intensité que le coup de force « légal » et provocateur du 22 novembre a mis le feu aux poudres.

Ce jour-là, le président Morsi, répondant aux intérêts des classes dominantes, a promulgué une Déclaration constitutionnelle donnant tous les pouvoirs aux gouvernants et aux propriétaires d'usines et d'entreprises et sans que la justice ait aucun droit de contrôle sur leurs actes. L'assemblée constituante majoritairement islamiste, le président lui-même peuvent promulguer des lois, sans aucun recours possible devant la justice. L'un des décrets redonne la tutelle du ministère du Travail sur les centrales syndicales du pays.

Le 4 décembre, 750 000 manifestants ont assiégé le palais présidentiel d'Héliopolis, obligeant Morsi, dont l'effigie avait été affublée d'une croix gammée et rebaptisée « Morsilini », à fuir en catastrophe.

C'est alors que sont accourus à la rescousse les « démocrates » du Front national du salut (FNS) présidé par Mohamed El Baradei, composé de 18 partis dont les vieux partis bourgeois mais aussi les « socialistes » nassériens qui croyaient avoir encore la confiance, du moins électorale, des masses urbaines (ainsi que d'autres groupements se réclamant du socialisme et… de la « démocratie »). Bref le FNS accepte de cautionner un référendum proposé par Morsi. Voilà les « démocrates » s'associant au gouvernement islamiste contre les masses qui cherchent à chasser Morsi.

Qu'à la mi-décembre le « oui » l'ait emporté à 64 % alors que, selon les observateurs, la fraude a été massive, ne renforce en rien le pouvoir des « frères ». Elle n'a même pas dévoyé l'élan des insurgés. Contre les islamistes et… les « démocrates », largement discrédités eux-mêmes, la jeunesse et les masses paupérisées se radicalisent et se lancent, dès janvier, dans d'autres manifestations spontanées.

Face à ces nouveaux déferlements et au divorce croissant entre les masses et le gouvernement, Morsi, se refusant à faire appel à l'armée, pensait venir à bout de l'insurrection permanente de la jeunesse en imposant l'état d'urgence dans les trois villes du canal en train d'échapper à son contrôle. Le FNS, c'est-à-dire la démocratie parlementaire, s'empressa d'applaudir à cette mesure.

Mais le coup de force de Morsi devait échouer piteusement, se révélant un coup de poker menteur. Dès le premier jour, les ouvriers et la population des trois villes refusent l'état d'urgence et défient ouvertement dans la rue Morsi et les institutions de l'État, surtout la police qui se déchaîne avec la plus grande férocité. Depuis la présentation de ce projet assurant à Morsi le pouvoir d'un Bonaparte, les travailleurs et la jeunesse se sont à nouveau dressés, obligeant l'état-major de l'armée à intervenir dans les villes insurgées.

> *Conspués par la rue durant la brève période durant laquelle ils ont gouverné le pays (février 2011 à juin 2012), mis à l'écart par le président Mohamed Morsi qui avait négocié leur docilité en échange du maintien de leurs avantages économiques, les généraux font leur retour dans le jeu politique. Même s'ils s'en défendent, la contestation grandissante dont le chef de l'État fait l'objet, qui se manifeste par des troubles à répétition, non seulement au Caire et à Port-Saïd, mais dans des villes du Delta aussi, les pousse insensiblement à s'impliquer. (Le Monde,* 16 mars 2013)

Un puissant mouvement de la classe ouvrière et de la jeunesse mais sans direction révolutionnaire

Les combats incessants de la classe ouvrière depuis deux ans cherchent une direction politique.

> *La chute du régime de Moubarak n'a pas apaisé la colère, loin s'en faut. Des grèves récurrentes bloquent les usines et les rues du centre-ville. Dans le secteur industriel et tertiaire, une amélioration des conditions de vie et une refonte du droit du travail égyptiens sont revendiquées… Les revendications restent les mêmes (salaire mini-*

> *mum et conditions de travail), auxquelles s'ajoutent des demandes politiques : l'exigence que des directeurs de sites ou de service soient « dégagés », que les « petits Moubaraks » de toute sorte subissent le même sort révolutionnaire.* (Assia Boutaleb, *Le Monde,* 12 février 2013)

De nombreux secteurs ont fait grève depuis septembre 2012 : sidérurgie, enseignants, étudiants, ouvriers du gaz, ouvriers des ports, conducteurs de bus… Avec 2 000 grèves officiellement recensées en septembre et octobre 2012, 1 000 en novembre, l'Égypte n'a pas connu de luttes de classe aussi importantes dans toute son histoire.

Ces mouvements de grèves, économiques et politiques, modifient le paysage syndical. Près de 800 syndicats sont recensés et la Fédération égyptienne des syndicats indépendants (FESI), née dans le feu de la révolution en janvier 2011, revendique plus de 3 millions d'adhérents. Dès le lendemain du 22 novembre, ses dirigeants fustigent un décret concrétisant la *« prise de la totalité du pouvoir par Morsi qui veut établir son monopole sur le mouvement ouvrier, sous le masque de la démocratie »*. Enfin, la déclaration du 29 novembre de Fatma Ramadan et Jano Charbel, dirigeants de la nouvelle centrale, conclut :

> *Nous ne resterons jamais silencieux face à ces transgressions. La centrale indépendante FESI s'élève contre la prise de contrôle totale du pouvoir d'État par Morsi ainsi que par la prise de contrôle de la centrale ETUF par le ministère du travail. La centrale indépendante participe au sit-in illimité contre les décrets dictatoriaux de Morsi, et a planté deux tentes sur la place Tahrir.*

Cette réponse dérisoire des dirigeants du syndicat disposant pourtant de forces neuves et très combatives d'un prolétariat qui a beaucoup appris en deux ans, tourne le dos à la nécessité de dresser les organes de lutte pour le front unique des travailleurs, pour la grève générale. Loin de conforter le torrent révolutionnaire de la jeunesse, ils risquent de l'isoler face aux coups très durs de la police et de l'épuiser. Il est de la responsabilité des dirigeants syndicaux et de toutes les organisations ouvrières d'appeler à constituer des piquets de grève et des milices d'auto-défense des grèves et manifestations pour le renversement de Morsi.

Par l'organisation et l'armement, le prolétariat et la jeunesse vaincront la réaction

Le prolétariat et la jeunesse doivent se doter de leurs organisations, leurs comités de lutte. De tels comités d'entreprise, de quartier, d'université devront être centralisés. Il est de la responsabilité des dirigeants de la FESI et de toutes les organisations ouvrières de développer ces organes de double pouvoir.

A la place, une partie de la jeunesse radicalisée tente d'opposer à la violence de l'État sa propre violence, sans pouvoir s'appuyer sur le prolétariat. Une organisation se réclamant de l'anarchisme, les Black Blocs, est apparue sans s'imposer à la tête du mouvement.

Enfin, les partis se réclamant du marxisme ont un programme qui en est très éloigné puisqu'ils prônent l'aménagement du capitalisme et de son État. Encore récemment, les Socialistes révolutionnaires en appelaient à des élections et à une nouvelle chambre.

> *Nous revendiquons la formation d'un gouvernement de coalition révolutionnaire qui entrerait en fonction jusqu'à l'instigation d'une nouvelle constitution et l'élection d'un nouveau parlement.* (SR, *socialistworker.org,* 26 novembre 2012)

Du côté du pouvoir, la réaction s'organise. La police de Morsi, aidée des milices islamistes, a fait des dizaines de morts, des centaines de blessés dans les rangs révolutionnaires. Le camp révolutionnaire, lui, n'a pas de direction décidée à organiser ses propres services d'ordre et milices d'auto-défense. C'est pourtant indispensable pour faire face à la réaction qui peut compter, comme à Port-Saïd en ce moment, sur l'armée de l'État bourgeois.

> *Le corps des officiers, au sein duquel sont concentrées des traditions séculaires d'asservissement du peuple, doit être brisé, dissout, écrasé dans son ensemble, sans laisser de restes. Il faut remplacer l'armée de caserne, que commande la caste des officiers, par la milice populaire, c'est-à-dire l'organisation démocratique des ouvriers et des paysans armés. Il n'existe pas d'autre solution.* (Trotsky, *Leçons d'Espagne*, juillet 1936)

Ces conseils sont d'une brûlante actualité pour les masses en Égypte. Mais ils n'ont aucune chance de voir le jour si la question du pouvoir ouvrier n'est pas posée. Seul un gouvernement ouvrier et paysan, expropriateur des capitalistes, peut arracher les revendications économiques et politiques du prolétariat et de la jeunesse. Seule cette perspective politique peut orienter les masses contre le pouvoir bourgeois et ses bandes armées.

Cette perspective, c'est un gouvernement émanant des travailleurs des villes et des paysans pauvres qui pourra réaliser les revendications : ouverture de la frontière avec la Bande de Gaza, publication de tous les accords avec Israël et les États-Unis, dissolution des corps de répression, séparation de la religion et de l'État, respect des droits des minorités religieuses et nationales (coptes, Nubiens, peuples du Sinaï…), droits des femmes (égalité juridique, accès à la contraception et à l'avortement…), confiscation des grandes propriétés foncières et affectation des coopératives de paysans pauvres et d'ouvriers agricoles, partage du travail entre tous les salariés, échelle mobile des salaires, nationalisation sans indemnité ni rachat des groupes capitalistes, liberté sexuelle pour la jeunesse, etc. La victoire de la révolution prolétarienne ouvrira la voie à la fédération socialiste d'Afrique du nord et du Proche-Orient, à la fédération socialiste de la Méditerranée, aux États-Unis socialistes d'Afrique.

Si la jeunesse et les ouvriers exigent le départ de Morsi et des islamistes du pouvoir, personne n'ouvre encore aux masses laborieuses la perspective de combattre pour leur propre gouvernement dans toute l'Égypte. C'est là le rôle du parti ouvrier révolutionnaire qu'il faut construire.

Un carnage supplémentaire de Palestiniens par Israël

Le 14 novembre, prenant prétexte de roquettes lancées à partir de la bande de Gaza en réponse au meurtre d'un enfant palestinien de 12 ans par le tir d'un soldat israélien, le gouvernement de Netanyahou a assassiné Ahmed Jaabari, un dirigeant du Hamas qui avait pourtant restreint ces tirs.

> *M. Jabari n'était pas seulement intéressé par un cessez-le-feu durable ; il était aussi celui qui était en charge de faire respecter les précédents accords de cessez-le-feu obtenu par les services de sécurité égyptiens... Le matin même du jour où il fut tué, M. Jabari a reçu un projet de proposition de cessez-le-feu étendu avec Israël...* (Gershon Baskin, *New York Times,* 16 novembre)

L'État israélien surarmé, une fois de plus, a déclenché l'enfer sur le ghetto qu'est Gaza. Durant la semaine du 14 au 21 novembre, l'armée a tué plus de 160 Palestiniens (dont 26 enfants), en a blessé plus de 1 200. En Cisjordanie, l'armée israélienne a tué 2 Palestiniens, en a blessé plus de 70 et en a enlevé 55. En outre, elle a anéanti bon nombre d'infrastructures de la bande de Gaza, détruit le centre de la presse internationale, bombardé les tunnels de la frontière égyptienne qui alimentent l'économie sous blocus israélien.

La politique israélienne, par l'extension des colonies et par la guerre, vise à liquider les Palestiniens, en les chassant et en les tuant. L'opération « Pilier de défense » se veut aussi un avertissement aux révolutionnaires arabes et berbères qui ont jeté à bas les régimes tunisien et égyptien qui collaboraient avec Israël. Elle montre que les ronds de jambes du Fatah à l'ONU pour obtenir « *un statut d'État observateur non membre* » ne protègent en rien les Palestiniens.

Clinton, pour la diplomatie américaine, et Morsi, pour les Frère musulmans au pouvoir en Égypte et avec les soutien de la Turquie et du Qatar, ont abouti à une trêve à partir du 22 novembre. Netanyahou a négocié avec Morsi qui participe au blocus de Gaza et maintient les accords de Moubarak avec Israël. Ils ont un trait en commun : ils assassinent les travailleurs et les jeunes qui tentent de lutter contre la domination impérialiste, la colonisation sioniste, pour les droits des travailleurs, des minorités nationales et religieuses.

Le président américain Obama, qui subventionne Israël et son armée, a déclaré le 16 novembre : « *Israël a le droit de se défendre* ». Le même jour, le ministre des affaires étrangères français Fabius a déclaré : « *Israël, bien sûr, a le droit de se défendre* ». Tant les États-Unis que l'Union européenne ont laissé les mains libres à Netanyahou pendant

une semaine. Obama et Hollande sont avec l'oppresseur contre l'opprimé. Depuis sa naissance en 1948 avec le soutien des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'ex-URSS, Israël repose sur l'épuration ethnique du territoire actuel d'Israël, la guerre récurrente contre les territoires de Palestine qui lui échappent et les États voisins, la poursuite de la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem.

Le gouvernement islamiste de Turquie, celui d'Égypte, l'émir du Qatar et les princes de Bahreïn ont apporté leur caution au Hamas qui gouverne la bande de Gaza.

Mais si le premier ministre turc Erdogan est préoccupé par la liberté des peuples, pourquoi emprisonne-t-il des milliers de militants révolutionnaires, pourquoi son armée réprime-t-elle le peuple kurde ? Si les princes de Bahreïn sont soucieux de la liberté du peuple arabe, pourquoi ont-ils écrasé la grève générale et massacré les manifestants en mars 2011 ? Si l'émir du Qatar s'oppose à la domination étrangère, pourquoi héberge-t-il une base de l'armée américaine ? Si le président égyptien Morsi est soucieux de la cause palestinienne, pourquoi n'ouvre-t-il pas la frontière entre l'Égypte et la bande de Gaza ?

Tous les États bourgeois de la région défendent les frontières artificielles issues de la colonisation française et britannique, surexploitent les travailleurs immigrés palestiniens, les discriminent et les expulsent, exactement comme les sionistes.

Les ayatollahs d'Iran, le Hamas de Gaza, les Frères musulmans d'Égypte et les monarchies du Golfe arabo-persique ont en commun d'être bien plus efficaces pour opprimer les femmes et les jeunes, interdire les syndicats et les grèves, défendre la propriété privée que pour lutter contre le sionisme et les puissances impérialistes.

En retour, les puissances impérialistes soutiennent les partis islamistes, en Tunisie, en Égypte, en Libye et en Syrie comme un rempart contre la révolution socialiste depuis les soulèvements populaires de 2011 dans la région.

Toutes les organisations qui se réclament des travailleurs et du socialisme doivent exiger :

- Arrêt immédiat des bombardements de Gaza ! Levée du blocus de Gaza et de la Cisjordanie !
- Destruction du mur de l'apartheid ! Libération de tous les prisonniers palestiniens ! Droit au retour des réfugiés et de leurs descendants !
- Aucune arme, aucune aide militaire à Israël ! Retrait des troupes impérialistes d'Afghanistan, du Liban et d'Irak, départ de la flotte militaire américaine de la mer Méditerranée et de l'Océan indien, fermeture des bases militaires impérialistes au Proche et au Moyen-Orient !

La meilleure aide aux Palestiniens est la lutte pour renverser les gouvernements qui, aux États-Unis, en Europe, au Proche-Orient, soutiennent l'État sioniste.

La fin de l'oppression nationale dont sont victimes les Arabes palestiniens passe par la destruction de l'État d'Israël, raciste, belliciste et colonialiste, instrument de l'impérialisme au Proche-Orient. C'est seulement sur cette base que pourra être instaurée une Palestine laïque, multiethnique sur tout le territoire de la Palestine, dans laquelle pourront vivre ensemble Arabes et Juifs, musulmans, israélites, chrétiens et athées. Une telle Palestine ne serait viable que par l'extension de la révolution, l'abolition des frontières héritées de la colonisation et l'instauration de la fédération socialiste du Proche-Orient.

La bourgeoisie palestinienne, qu'elle soit panarabe (Fatah) ou islamiste (Hamas), ne peut libérer la Palestine parce qu'elle a toujours préféré la collaboration avec les États bourgeois voisins à la mobilisation des travailleurs des villes et des campagnes qui aurait débouché sur la mise en cause de la propriété privée. La bourgeoisie nationale, en prêchant l'unité trompeuse de tous les Arabes ou de tous les musulmans, s'est révélée incapable de s'adresser à la classe ouvrière de toute la région.

La classe ouvrière, ralliant les paysans et les étudiants, est la force sociale qui est capable de liquider la colonisation sioniste et la domination impérialiste, d'émanciper la jeunesse et les femmes, de donner la terre aux paysans et d'assurer le développement économique.

24 novembre 2012

Collectif révolution permanente / Autriche, France, Pérou

Comité communiste internationaliste (trotskyste) / France

site du CoReP
www.revolucionpermanente.com

Pérou
Face à la procédure de destitution de l'équipe municipale de Lima, pour une ferme position de classe à l'occasion du référendum

Le gouvernement Humala s'écroule qui avait l'approbation de la classe capitaliste, pour sa politique pro-impérialiste et néolibérale. Il ne pouvait en être autrement étant donnée la nature bourgeoise du Partido Nacionalista (Parti nationaliste péruvien) qui gouverne avec l'appui de toutes les forces antipopulaires du Parlement. Ce PNP que la direction bureaucratique de la CGTP (Confédération générale des travailleurs du Pérou) et du mouvement des masses avait appelé à soutenir en 2011 comme s'il représentait les secteurs populaires. Cette même direction qui, quelques mois auparavant, s'était déjà largement compromise avec Fuerza Social (Force sociale) pour la mairie de Lima, avec les mêmes arguments fallacieux.

Colectivo Revolución Permanente en el Perú NOVIEMBRE 2012 S/. 1.00

Revolución Socialista 8

http://luchasocialista.blogspot.com/ revolucionpermanente.rp@gmail.com

Unidad clasista y revolucionaria para construir el poder de los trabajadores

SÓLO EN FRENTE ÚNICO LOS TRABAJADORES PODREMOS DERROTAR AL GOBIERNO REACCIONARIO

A 95 años de la Revolución Rusa: ¡BOLCHEVISMO PARA LA REVOLUCIÓN PROLETARIA MUNDIAL!

SENDERO MOVADEF: REACCIONARIA IMPUNIDAD

Ollanta Humala ha colocado buena gente en el Ministerio de Economía..." - Hernando de Soto, 27 de Julio de 2012 -

Déjà alors, nous prévenions que FS n'était pas un mouvement appartenant au camp des exploités mais à celui de la bourgeoisie, et que Susana Villarán avait déjà exercé de très hautes responsabilités dans de précédents gouvernements réactionnaires. Ces deux dernières années ont confirmé notre caractérisation : son gouvernement municipal est le gouvernement des groupes capitalistes et des multinationales et non pas celui des masses, et sa politique est une politique élitiste et arrogante identique à celle menée en son temps par Somos Perú (Nous sommes le Pérou) et Alberto Andrade. Là est la raison profonde pour laquelle de larges couches appauvries n'ont aucune sympathie pour l'actuelle administration de la capitale.

Naturellement, il n'échappe à personne que le projet de révocation est une exigence des fractions politiques les plus extrêmes et les plus corrompues de la classe dominante. Le castanedisme, le fujimorisme et l'aprisme sont en campagne. Mais le toledisme, le pepecisme, l'acciopopulisme et l'andradisme ne sont rien d'autres que des variantes bien connues des possédants, accompagnées par l'ollantisme et contrôlées par... la Confiep (la Confédération des entreprises privées). Les travailleurs de Lima et du pays n'ont rien à gagner pour notre conscience, organisation et force à soutenir l'une quelconque de ces coteries de la classe ennemie, toutes également occupées, pour l'heure, au sauvetage de l'une d'entre elles : Fuerza Social.

Pourtant, les partis traditionnels d'origine prolétarienne, comme le PCP (Parti communise péruvien) et Patria Roja, (Patrie rouge, maoïste) continuent à les servir. Ils participent à leurs listes, leurs fournissent des militants, soutiennent leurs programmes et objectifs, les justifient, se font leurs complices et leurs dirigeants vivent des quelques miettes que cela leur procure. Toute leur existence est marquée par cette soumission. Ainsi, ils créent des regroupements comme Fuerza Ciudadana (Force citoyenne), dans lequel ils obéissent à Ciudadanos por el Cambio (Citoyens pour le changement, du capitaliste Guitis Lerner) et à FS, cherchant ainsi à constituer un « front élargi » d'alliance contre nature avec les appareils petit-bourgeois comme Tierra y Libertad (Terre et liberté).

Les détachements les plus combatifs des villes et des campagnes continueront à se mobiliser pour leurs revendications, même s'ils restent abandonnés par les faux socialistes qui conservent leur emprise sur la CGTP. Les régions et les villages redoubleront leur offensive contre le gouvernement bourgeois et les partis qui le soutiennent. Dans ces luttes, les révolutionnaires continueront à proposer la création d'organismes d'autodétermination et de pouvoir ouvrier, en vue de constituer une assemblée populaire nationale représentant tous les opprimés dressés contre leurs oppresseurs. C'est pourquoi, comme toujours, en vertu du principe le plus élémentaire de classe, le principe de l'indépendance politique du prolétariat, nous rejetons la prostration électorale et appelons à voter nul le 17 mars à Lima.

Rupture de la CGTP avec le gouvernement et avec Force Sociale !
Aucun soutien à quelque secteur de la bourgeoisie que ce soit !
Vote nul, vote de classe !

6 mars 2012

Colectivo Revolución Permanente en el Perú
(Collectif révolution permanente au Pérou)

Algérie
Le mouvement ouvrier français à l'épreuve du colonialisme (2e partie : 1936-1962)

En 1935, le PCF rejoint le PS-SFIO dans le social-impérialisme

L'Internationale communiste, conçue pour mener la révolution socialiste mondiale, mais passée sous la direction de Staline, après avoir facilité la victoire de Hitler en 1933 par la division forcenée des rangs ouvriers, adopte brutalement en 1934 le social-patriotisme.

> *Après la catastrophe allemande, l'IC a certes substitué la politique capitularde du front unique à tout prix à la politique aventuriste de la « troisième période ». Néanmoins, l'expérience de la France démontre que l'IC parvient à conserver son rôle de frein de la révolution prolétarienne, en refusant la création d'une milice ouvrière contre le danger fasciste… La dernière pirouette opportuniste de l'IC est étroitement liée au tournant de la politique extérieure de l'URSS vers la Société des nations et l'alliance militaire avec l'impérialisme français… Ainsi, la 3e Internationale, qui n'a pas connue de congrès presque 7 années, est officiellement passée de la positon internationaliste à celle du social-patriotisme.* (RSAP / Hollande, WPUS / États-Unis, LCI-BL, GBL / France, WPC / Canada, *Pour la 4e Internationale*, juin 1935)

À partir de la rencontre entre Laval et Staline, le 15 mai 1935, le PCF abandonne la lutte pour l'indépendance de l'Algérie.

> *En donnant pour raison que les colonies pourraient tomber entre les mains de Hitler et de Mussolini, le PCF s'opposa à l'indépendance des colonies.* (Jacob Moneta, *Le PCF et la question coloniale,* Maspero, 1971, p. 106)

L'argument est fallacieux car le mouvement révolutionnaire des peuples opprimés des colonies britanniques, françaises, belges, néerlandaises, japonaises, portugaises… auraient au contraire fragilisé la domination coloniale de la Libye par l'Italie, gêné la conquête de l'Éthiopie par Mussolini en 1935-1936, l'invasion de la Chine par le Japon en 1937, le coup militaire mené en Espagne en juillet 1936 à partir du Maroc… Désormais, au sein du mouvement ouvrier, seul le GBL (section française de la Ligue communiste internationale) réclame le droit à l'indépendance des peuples colonisés.

> *La bourgeoisie française n'opprime pas seulement indirectement toute une partie de l'Europe : elle écrase et ruine aussi des colonies immenses. Pour tous les peuples opprimés par les grands capitalistes français, par les de Wendel et les Michelin, les banques de Paris et autres, pour les Alsaciens-Lorrains aussi bien que pour les Indochinois, les Marocains et les Malgaches, nous réclamons le droit à disposer entièrement d'eux-mêmes, jusques et y compris la séparation s'ils le veulent.* (*Programme d'action*, 1934, *Cahier bolchevik* n° 16, p. 19)

La LCI (qui deviendra en 1938 la 4e Internationale) s'oppose aux « fronts populaires » qui soumettent le prolétariat à la bourgeoisie, qui vont conduire les révolutions française et espagnole à la défaite et ainsi prolonger la mainmise de l'impérialisme (espagnol, italien et français) sur le Maghreb [voir *Révolution socialiste* n° 20, 21, 24 ; *Cahier bolchevik* n° 3, 7, 18].

En 1935, l'ENA adhère au Front populaire

Le programme de janvier 1935 du « Rassemblement populaire » constitué par le PS-SFIO, le PCF et le Parti radical ne comprend qu'un seul passage sur les colonies… qui omet soigneusement l'indépendance.

> *Constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur la situation politique, économique et morale dans les territoires français d'outre-mer, notamment dans l'Afrique du Nord et l'Indochine.* (*Cahier bolchevik* n° 16, p. 28)

Néanmoins, l'ENA participe au Front populaire.

> *L'Etoile nord-africaine se joignait en France au mouvement de Front populaire ; elle obtenait au printemps 1935 sa reconnaissance légale et, le 1er mai, Messali était libéré.* (René Galissot, dans *Histoire générale du socialisme,* PUF, 1977, t. 3, p. 588)

De même, le programme électoral du PCF de mai 1936 ne mentionne que : « *l'application et le respect du droit syndical pour tous, y compris les indigènes des colonies* ». Le 14 juillet 1935, pour la première fois le cortège du PCF mêle les drapeaux bleu-blanc-rouge des colonisateurs et des massacreurs versaillais des communards et au drapeau rouge du prolétariat. Sous l'égide de l'ENA, 7 000 travailleurs arabes participent à la manifestation.

En décembre 1935, Messali Hadj fréquente Chekib Arskan, idéologue panarabe et islamiste. L'ENA renforce encore le cléricalisme qu'elle avait adopté dès sa refondation en 1933 [voir *Révolution socialiste* n °39]. Son biographe lambertiste (depuis reconverti en conseiller du président Hollande pour la politique algérienne de l'impérialisme français) se contorsionne pour en attribuer la responsabilité… aux travailleurs algériens.

> *Pour Messali, placer la démonstration sur le plan religieux, c'est la situer exactement là où elle a le plus de chance d'être comprise. Il sent qu'il doit adapter ses méthodes aux populations auxquelles il veut s'adresser.* (Benjamin Stora, *Messali Hadj*, Le Sycomore, 1982, p. 138)

Les travailleurs « indigènes » dans la grève générale de 1936

La grève générale va déferler sur la France, malgré la bureaucratie de la CGT réunifiée [voir *Cahier bolche-*

vik n° 15, *Révolution socialiste* n° 20, 21]. De nombreux travailleurs arabes et kabyles y prennent part, ce qui oblige l'ENA à soutenir le mouvement de grève et d'occupation. Les travailleurs d'Afrique du Nord se lancent aussi dans l'action révolutionnaire.

> *En Afrique du Nord, les travailleurs européens ne suivirent pas seuls les mots d'ordre de grève ; la grève atteignit aussi les mineurs et les ouvriers agricoles indigènes. Cela conduisit à des heurts avec la police, la gendarmerie et la troupe. De durs combats éclatèrent dans la région de Constantine, dans les mines de Ouenza le 29 juin, à Alger, Mostaganem, Oran le 30 Juin, à Geryville le 3 juillet... ces grèves ne furent presque nulle part organisées ni dirigées par les syndicats, mais eurent un caractère spontané.* (Jacob Moneta, *Le PCF et la question coloniale,* Maspero, 1971, p. 106)

Le front uni anti-impérialiste des staliniens en Algérie

Pour bloquer toute perspective prolétarienne en Algérie, le Parti communiste algérien récemment constitué participe, du 15 mai au 5 juillet 1936, au « Congrès musulman » avec la Fédération des élus indigènes et l'Association des oulémas (les dignitaires religieux sunnites).

> *Nous communistes algériens, nous ne permettrons à quiconque de dresser les militants contre les Élus, les Élus contre les Oulémas ou réciproquement. Et nous considérons comme un crime de vouloir détacher, de cette union une partie du peuple.* (*La Lutte sociale,* 8 août 1936)

Une délégation composée de Ben Badis (pour les oulémas) et de Ferhat Abbas (pour les élus) est reçue par le président du conseil Léon Blum (PS), le 23 juillet, à Paris, sans rien obtenir.

L'ENA capitule devant le gouvernement de Front populaire

Dans un premier temps, l'ENA soutient le gouvernement Blum.

> *L'Etoile nord-africaine a, à l'occasion de l'avènement du gouvernement du Front populaire, adapté sa politique aux circonstances nouvelles dans le but de faciliter la tâche du gouvernement à l'intérieur et à l'extérieur. C'est ainsi que le 26 juin 1936, j'ai eu l'honneur de prononcer un discours pour préciser notre attitude à l'égard du gouvernement, qui a été très apprécié à la présidence du Conseil et à l'Intérieur.* (Messali Hadj, *La Gauche révolutionnaire*, 1er mars 1937)

L'ENA dépose respectueusement à l'Assemblée nationale française un cahier de revendications modérées dont la plus hardie concerne l'abolition du code de l'indigénat. Elle participe aux défilés du FP du 14 juillet 1936. Ses cortèges regroupent 35 000 travailleurs à Paris, 5 000 à Lyon. Le 31 juillet 1936, l'ENA tient un meeting à Paris avec 6 000 travailleurs.

Messali Hadj se rend en août 1936 en Algérie. Comme l'ENA est la seule à défendre l'indépendance, contre le PS-SFIO, le PCF et le PCA, c'est le début de l'implantation du parti nationaliste et clérical sur le territoire algérien, jusqu'à présent limitée à l'émigration petite-bourgeoise et ouvrière en France.

En guise de réponse aux attentes algériennes, le gouvernement de Front populaire se contente d'un projet minimaliste d'assimilation. Le 30 décembre 1936, est publié au *Journal officiel* un projet de loi Blum-Viollette qui prévoit d'accorder la citoyenneté française et le droit de vote à 25 000 « indigènes », anciens gradés, soldats décorés, diplômés, fonctionnaires, élus et responsables syndicaux. Devant la pression de la presse réactionnaire, des partis fascistes comme le PPF et des colons, Blum retire son timide projet d'aménagement du colonialisme et reprend la politique de tous les gouvernements bourgeois précédents.

> *Le Front populaire, une fois au pouvoir, une nouvelle vague de répressions, emprisonnements, dissolution de mouvements, fusillades, s'abattit sur les colonisés.* (Daniel Guérin, *Front populaire, révolution manquée*, 1963, Maspero, 1970, p. 170)

Le gouvernement du Front populaire réprime les nationalistes algériens

Le 26 janvier 1937, le gouvernement Blum dissout l'Etoile nord-africaine et poursuit ses dirigeants en utilisant la loi qui a été adoptée prétendument contre les « ligues fascistes ». Le PCF et le PCA soutiennent la répression. Messali Hadj fonde le Parti du peuple algérien. Le PPA se contente de l'autonomie de l'Algérie au sein de la République française et renonce à l'indépendance.

> *Le Parti du peuple algérien travaillera pour l'émancipation totale de l'Algérie, sans pour cela se séparer de la France.* (*El Ouma*, avril 1937)

Le 27 août 1937, Messali est arrêté avec d'autres dirigeants du PPA. Le PCF et le PCA approuvent. Il est condamné à deux ans de prison pour *« reconstitution de ligue dissoute, provocation des indigènes à des désordres, manifestation contre la souveraineté française »*.

Après avoir empêché avec l'aide du PCF la révolution en France, Blum est chassé du gouvernement par le Parti radical le 8 novembre 1938. Il n'y a plus de Front populaire puisque le PR rompt avec le PS-SFIO et le PCF. Celui-ci ne change pas pour autant d'orientation.

> *Si la question décisive du moment c'est la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme et placer par exemple l'Algérie, la Tunisie et le Maroc*

"PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS"

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

1er MAI DE FRONT UNIQUE

Pendant ce temps la sale guerre continue

Amnistie aux mineurs
Augmentation égale pour tous
Evacuation du Viet-Nam
Milices ouvrières contre le gaullisme
Lutte révolutionnaire contre la guerre

1er MAI

FRANCO TSALDARIS DE GAULLE

Avril 1949, PCI (SFQI)

sous le joug de Mussolini et d'Hitler… Créer les conditions de cette union libre, confiante et fraternelle des peuples coloniaux avec notre peuple, n'est-ce pas, là encore, travailler à remplir la mission de la France à travers le monde ? (Maurice Thorez, *Discours au congrès du PCF,* décembre 1937)

Avec le pacte germano-soviétique d'août 1939, le PCF redevient, brièvement, anticolonialiste. En juillet 1939, le gouvernement Daladier (Parti radical) interdit le PPA. En septembre, il interdit le PCF.

Les peuples colonisés constatent que l'impérialisme français n'est pas invincible. En mai 1940, les troupes allemandes envahissent la France. Le maréchal Pétain reçoit le 10 juillet 1940 les pleins pouvoirs de l'Assemblée nationale issue des élections de 1936. Le 17 mars 1941, Messali Hadj est condamné à 16 ans de travaux forcés par le régime de Vichy.

Le PS-SFIO et le PCF se rallient à De Gaulle et repoussent l'indépendance

Après l'invasion de l'URSS par l'Allemagne nazie, le 22 juin 1941, le PCF se met au service, comme le PS-SFIO et la CGT, de la fraction de la bourgeoisie française qui, autour du général De Gaulle, a fait le choix de maintenir l'alliance avec la bourgeoisie britannique.

Pétain et de Gaulle se disputent les colonies françaises. En novembre 1942, les troupes anglo-américaines débarquent en Afrique du Nord et infligent une défaite aux forces françaises fidèles au régime de Vichy. Messali et Abbas proposent ensemble un *Manifeste*, en mai 1943, un gouvernement présidé par le représentant de de Gaulle et composé de *« quatre Français et de quatre musulmans »*. Le général Catroux refuse.

En mars 1944, le programme du Conseil national de la Résistance signé par la SFIO, le PCF et la CGT se tait sur l'indépendance des colonies et se contente de *« l'extension des droits politiques, sociaux et économiques de la population indigène et coloniale »*.

Le 14 mars 1944, Ferhat Abbas crée l'Association des amis du manifeste et de la liberté (AML) avec l'Association des oulémas et le PPA. L'AML se prononce pour une Algérie autonome fédérée à la France.

Le gouvernement MRP-SFIO-PCF présidé par De Gaulle, entreprend de désarmer les travailleurs, de reconstruire l'État bourgeois, de mettre fin aux grèves et de recouvrer les colonies en Asie et en Afrique. Le 23 avril 1945, il arrête Messali Hadj et le déporte à Brazzaville au Congo. Le 8 mai 1945, à Sétif, une manifestation organisée par le PPA tourne à l'émeute lorsque la police cherche à enlever les drapeaux algériens et les pancartes réclamant la libération de Messali Hadj. La répression qui dure jusqu'au 24 mai est secondée par des milices composées de colons. Alors que les émeutes font 102 morts parmi les colons, 15 000 à 45 000 Arabes sont massacrés entre mai et juin 1945.

Le 10 mai, une délégation du PCF et du PCA se rendit chez le gouverneur général pour lui désigner du doigt les responsables : le PPA et les Amis du manifeste. La délégation « s'est entretenue des provocations des agents hitlériens du PPA et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques » dit le compte rendu de l'audience tel que le publia le quotidien Alger Républicain*, le 12 mai 1945. Les délégués avaient réclamé « le châtiment rapide et impitoyable des provocateurs »*. (Grégoire Madjarian, *La Question coloniale et la politique du Parti communiste français,* Maspero, 1977, p. 106-107)

L'Humanité du 19 mai 1945 enfonce le clou :

Ce qu'il faut, c'est punir comme ils le méritent les meneurs hitlériens ayant participé aux évènements du 8 mai et les chefs pseudo-nationalistes qui ont essayé de tromper les masses musulmanes, faisant aussi le jeu des 100 seigneurs dans leur tentative de rupture entre les populations algériennes et le peuple de France.

En 1946, Abbas fonde l'UDMA et Messali Hadj fonde le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). Avec le retournement de l'impérialisme américain contre l'URSS, le PCF est chassé du gouvernement par Ramadier (PS-SFIO).

Durant la guerre mondiale et après, le Parti communiste internationaliste (section française de la 4e Internationale) combat pour « *l'indépendance totale de toutes les colonies* ». Ses militants mènent une action anticolonialiste en tant que PCI et aussi dans la CGT, FO et la FEN. Avec le Groupe trotskyste vietnamien, le PCI regroupe des travailleurs indochinois importés par l'impérialisme [voir *Cahiers Léon Trotsky* n° 40].

En 1954, le FLN déclenche la guérilla

Le PS-SFIO participe aux gouvernements de « guerre froide » qui suivent. En août 1947, le ministre PS Depreux rédige un statut pour l'Algérie qui instaure deux collèges électoraux : le premier comprend les « citoyens français de plein droit » et 58 000 « citoyens de statut local » parmi les « musulmans » ; le second réunit 1 300 000 « musulmans » qui élisent une Assemblée algérienne. Une voix d'Européen vaut ainsi huit voix d'Arabes. Le PCF s'abstient.

Dans le moment présent, « l'indépendance » de l'Algérie constituerait à la fois un leurre et une consolidation des bases de l'impérialisme en Algérie et dans le monde : les communistes condam-

nent cette position fausse... Nous sommes en effet convaincus que l'Union française, malgré toutes les imperfections... donne actuellement aux peuples d'Outre-mer la seule possibilité de marcher sûrement à la conquête de la liberté et de la démocratie. (*Cahiers du communisme*, septembre 1947, p. 869)

Le 12 mai 1952, le gouvernement Pinay assigne Messali Hadj à résidence à Niort. En mars 1953, des jeunes membres du MTLD inspirés par l'exemple des guérillas staliniennes constituent le Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA). Le 14 juillet 1953, à Paris, la police de la République disperse dans le sang une manifestation pacifique des travailleurs algériens.

Six mois après la défaite de l'armée coloniale française à Dien Bien-Phu, le CRUA estime que l'heure de l'action est venue. Dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954, une soixantaine d'attentats sont perpétrés en différents points du territoire algérien contre des objectifs militaires. Le CRUA se renomme Front de libération nationale (FLN). Il fixe comme objectif à la lutte armée *« la restauration de l'État algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques »*. Le 3 novembre, le PCA laisse la revendication de l'indépendance au FLN.

La meilleure façon d'éviter les effusions de sang et d'instaurer un climat d'entente et de paix consiste à faire droit aux revendications algériennes par la recherche d'une solution démocratique qui respecterait les intérêts de tous les habitants de l'Algérie sans distinction de race ni de religion, et qui tiendrait compte des intérêts de la France...

Le 8 novembre 1954, le PCF fait une déclaration, qu'il citera fréquemment plus tard pour montrer qu'il a sans cesse défendu les Algériens. En fait, il refuse l'indépendance et insinue que le FLN est complice des colonialistes.

Le Parti communiste français qui ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux, assure le peuple algérien de la solidarité de la classe ouvrière française dans sa lutte de masse contre la répression et pour la défense de ses droits.

Le 12 novembre 1954, le président du conseil Mendès France (Parti radical) décide la répression.

À la volonté criminelle de quelques hommes doit répondre une répression sans faiblesse. Qu'on n'attende de nous aucun ménagement à l'égard de la sédition, aucun compromis avec elle. On ne transige pas lorsqu'il s'agit de défendre la paix intérieure de la Nation et l'intégrité de la République.

Mitterrand (UDSR) l'appuie sans réserve : *« L'Algérie, c'est la France »*. La République bourgeoise saisit *La Vérité* et *Libertaire*. Des militants du PCI et de la FCL sont arrêtés pour leur soutien à l'indépendance. Le meeting commun du PCI et de la FCL est interdit.

En 1956, le PS-SFIO prend en charge la guerre coloniale

Hier et aujourd'hui, engagés et appelés, s'exposaient et parfois mouraient pour la paix, pour la France, pour l'ONU... mais toujours pour le peuple français. (Jean-Luc Mélenchon, *Libération,* 27 avril 2000)

En fait, les appelés, pour la plupart des travailleurs, sont livrés jusqu'à deux ans à la hiérarchie militaire gaulliste et fasciste pour réprimer en Algérie d'autres travailleurs dans l'intérêt des grands propriétaires fonciers locaux et des groupes capitalistes impérialistes. Ils tentent de résister.

En août-septembre-octobre 1955, dans un effort spontané pour se libérer des objectifs bourgeois du PS et du PCF, la classe ouvrière de ce pays tend toute son énergie pour « déborder » les appareils traditionnels. Saint-Nazaire, Nantes et, à leur suite, Rouen, Albi, la RATP, etc., retentissent comme l'appel à la grève générale. En écho, les rappelés dans les casernes, dans les trains, dans les ports, sur les bateaux, lancent le mot d'ordre : les civils avec nous ! Mais le prolétariat sera tenu en échec non par la force de l'État bourgeois mais par la volonté de deux forces ouvrières traditionnelles d'enserrer son combat dans le carcan du parlementarisme bourgeois. Leur élan brisé par la force contre-révolutionnaire des appareils traditionnels du mouvement ouvrier qui canalisent la lutte des masses et des soldats dans le système de la démocratie parlementaire. Les ouvriers reprennent le travail, tandis que les rappelés débarquent à Alger, isolés, impuissants, démoralisés et sont lancés dans la guerre contre-révolutionnaire. (Robert Langlade, *Comment De Gaulle a pris le pouvoir,* 1958, OCI, p. 4)

Le 31 janvier 1956, jour de l'investiture de son gouvernement, Mollet (SFIO) déclare :

L'objectif de la France, la volonté du gouvernement, c'est maintenir et renforcer l'union indissoluble entre l'Algérie et la France métropolitaine

Le même jour, Duclos (PCF) déclare :

Sur la base de la reconnaissance des revendications nationales du peuple algérien, il est possible d'en faire un ami et un allié de la France au sein d'une véritable Union française... Ainsi et ainsi seulement, pourront être déjoués les plans de certains de nos alliés atlantiques, qui aspirent à imposer leur domination en Afrique du Nord, et bénéficient de l'appui de milieux colonialistes français, ne reculant nullement devant le séparatisme pour conserver leur situation privilégiée...

Le 12 mars, les députés PCF et PS-SFIO votent les pouvoirs spéciaux. Ainsi, les garanties et libertés individuelles sont suspendues en Algérie, l'exercice de la police et de la justice est exercé par l'armée et la

torture va bientôt être généralisée. Il faut attendre le 29 juillet 1956 pour que les députés PCF votent contre les crédits militaires.

En 1957, se tient le procès des militants du PCI (Gérard Bloch, Stéphane Just, Pierre Lambert et Daniel Renard) pour *« atteinte à l'intégrité du territoire français »*.

Le coup d'État gaulliste de 1958

Le prolétariat français va payer, par le retour du général de Gaulle et l'instauration de la 5e République, la trahison par les bureaucraties ouvrières des prolétaires et des peuples des colonies.

Malgré la supériorité militaire et l'usage généralisé de la torture, l'armée n'arrive pas à vaincre à cause du soutien grandissant de la population au FLN. La 4e République parlementaire en est rendue responsable par l'état-major, le RPF gaulliste et les groupes fascistes. Les généraux, en lien avec les réseaux gaullistes, se soulèvent et prennent le pouvoir à Alger. Le 15 mai 1958, de Gaulle fait savoir qu'il se tient prêt à « *assumer les pouvoirs de la République* ». Le 16 mai, l'Assemblée vote l'état d'urgence pour 3 mois par 461 voix (dont celles du PS-SFIO et du PCF) contre 114. Le 20 mai, à l'unanimité (PS-SFIO et PCF compris), l'Assemblée *« se fait un devoir d'exprimer à nos soldats et à leurs chefs la profonde reconnaissance de la nation pour les services déjà rendus à l'unité de la patrie et au drapeau de la République qui, dans la légalité, sortiront vainqueurs de l'épreuve actuelle »*.

Le général forme sans attendre un gouvernement de rassemblement incluant Mollet (PS-SFIO). Le 28 mai, contre la prise du pouvoir appuyée par l'armée, un million de travailleurs proteste dans toute la France à l'appel de la CGT, de nombreuses organisations syndicales FO, CFTC et FEN.

Le 6 juin, Messali Hadj capitule.

> *Je considère que tout cela signifie que, dans la pensée du général de Gaulle, il y a des ouvertures susceptibles de permettre la création de l'État algérien, pour aller ensuite à un Commonwealth, du type anglais, France-Maghreb et France-Afrique.* (*Bulletin d'information du MNA,* 15 juin 1958)

Le 19 septembre 1958, le FLN proclame le gouvernement provisoire de la République algérienne présidé par Abbas.

Les fractions déterminantes de la bourgeoisie française savent que le colonialisme direct est périmé. Le général de Gaulle change de cap. Le 11 avril 1961, lors d'une conférence de presse, il évoque un État algérien souverain. L'état-major de l'armée déclenche un nouveau coup d'État le 21 et 22 avril à Alger. Le 24 avril, dix millions de travailleurs font grève. De nombreux appelés, refusent d'obéir aux ordres ou de les retransmettre. Le putsch échoue.

En 1960, Pablo est arrêté à Amsterdam pour son aide au FLN. Le 17 octobre 1961, le FLN organise, à Paris, une manifestation contre le couvre-feu imposé aux Algériens par le préfet de police Papon. La manifestation interdite est sauvagement réprimée [voir *Révolution socialiste* n° 36]. Le 5 juillet 1962, l'indépendance de l'Algérie est proclamée.

Personne n'a lutté pour construire le parti que méritaient les ouvriers algériens

Grâce à l'Internationale communiste dirigée par Lénine, Trotsky et Zinoviev, le Parti communiste s'oriente vers l'anticolonialisme et commence à organiser les ouvriers arabes et berbères en France dans l'Étoile nord-africaine qui lie la lutte pour l'indépendance à la révolution socialiste mondiale. Mais la bureaucratie au pouvoir en URSS cherche à se concilier les bourgeoisies impérialistes, si bien que l'ENA est jetée dans les bras de la bourgeoisie nationale par l'IC stalinienne.

Messali Hadj incarne cette régression qui entraîne la coupure des travailleurs algériens d'avec les travailleurs français et comporte l'islamisation de l'ENA-PPA-MLTD-MNA. Le projet d'indépendance au profit de la bourgeoisie est accompli par une scission du MLTD, le CRUA-FLN, qui prend le dessus en s'appuyant sur l'Égypte et l'URSS. Le FLN liquide physiquement son rival MNA.

Un petit groupe, l'UCI, qui a quitté la 4e Internationale avec Barta en 1939 sans aucune base politique éclate vers 1950. Il en émerge en 1956 une organisation purement française fondée par Hardy (VO, aujourd'hui LO) qui s'en différencie par sa prostration devant le stalinisme et son incapacité à assumer le programme anti-impérialiste de l'IC et de la QI. Le problème, pour VO, de la guerre coloniale est qu'elle coûte cher en France.

> *Le retrait du corps expéditionnaire d'Algérie, le respect du droit des peuples d'Afrique du Nord à disposer d'eux-mêmes, viennent en tête de toutes les revendications car cette guerre en est arrivée à un point où sa poursuite entraîne automatiquement une forte baisse du niveau de vie de la classe ouvrière métropolitaine. (Lutte de classe,* 2 décembre 1956)

Contrairement aux deux fractions du PCI, VO n'est pas inquiétée par la police.

En 1952, la direction de la 4e Internationale, qui capitule devant le stalinisme et le nationalisme bourgeois, exclut la section française, le PCI, dont une majorité, autour de Marcel Bleibtreu, continue à soutenir qu'il faut chasser par la révolution la bureaucratie de l'URSS. Une minorité révisionniste dirigée par Pierre Frank et appuyée par le secrétaire général de la QI, Michel Pablo, usurpe le nom de l'organisation. Ce groupe (qui deviendra plus tard LCR puis NPA), soutient le FLN en le présentant comme révolutionnaire.

> *Nous sommes solidaires de tous les Algériens en butte à l'impérialisme. Ce sont naturellement ceux qui se trouvent à la pointe du combat qui bénéficient au maximum de notre sympathie et de notre soutien… Il ne peut y avoir de fraction*

algérienne plus révolutionnaire aujourd'hui que celle qui combat dans les maquis. (*La Vérité des travailleurs,* janvier 1956)

Mais le PCI majorité ne fait pas mieux. L'opportuniste Lambert en prend le contrôle et, malgré l'opposition de deux minorités (celle de Bleibtreu et celle de Raoul), engage en 1954 ce qui reste du PCI dans un soutien total au MLTD puis au MNA. D'après le témoignage d'un militant minoritaire,

Pour Lambert, contre toute évidence, ce sont les messalistes qui ont déclenché l'insurrection… Ne va-t-il pas sacrer Messali « Lénine de l'Algérie », proclamer le MNA « parti prolétarien révolutionnaire »… (Michel Lequenne, *Le Trotskisme, une histoire sans fard*, Syllepses, 2005, p. 291)

En tout cas, Lambert n'hésite pas à dépeindre le chef nationaliste et clérical comme un démiurge au-dessus des classes.

De ses mains nues, Messali Hadj, sans autre appui que sa confiance inébranlable dans le destin de son peuple, a forgé à travers des difficultés innombrables l'instrument de libération de l'Algérie. La glorieuse ENA dissoute, le PPA se dresse, le PPA dissous, le MLTD exprime la conscience des masses… Le peuple algérien a forgé les cadres politiques de sa lutte libératrice. (Pierre Lambert, *La Vérité,* 12 novembre 1954)

Les années suivantes, il n'en démord pas : le MNA serait de nature différente du FLN (qui ne serait qu'un agent de l'étranger).

Le MNA n'a pas de fil à la patte. Il est indépendant, farouchement indépendant de tous les États, de tous les gouvernements, de tous les appareils bureaucratiques. Il n'est dépendant que du seul peuple algérien. Messali Hadj n'est soucieux que des intérêts de son peuple, des intérêts de tous les peuples. (« Cartes truquées », *La Vérité,* 14 novembre 1957)

Un parti disposant d'une longue expérience politique, d'une tradition de combat anti-impérialiste, de cadres prolétariens, formés depuis 1923, à l'école du messalisme, le MNA, se dresse toujours comme l'espoir de tout un peuple parce qu'il est indépendant de tout État étranger, parce qu'il ne prend conseil que des intérêts du peuple algérien. (Pierre Lambert, *La Vérité,* 20 février 1958)

Or, le nationalisme des colonies et des minorités nationales est un courant politique par lequel la bourgeoisie (ou la proto-bourgeoisie) dupe les ouvriers et les paysans anti-impérialistes.

Le nationalisme bourgeois et l'internationalisme prolétarien sont deux mots d'ordre irréductiblement opposés. (Vladimir Lénine, « Notes critiques sur la question nationale », 1913, *Œuvres* t. 20, p. 19)

Lambert, en se faisant complice du nationalisme bourgeois, contribue à détruire l'organisation trotskyste elle-même.

La crise de la 4e Internationale a sans doute porté un coup terrible au PCI mais la politique de subordination étroite politiquement et organisationnellement du PCI au MNA a contribué considérablement à l'affaiblir. (Stéphane Just, *Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI*, Comité, 1984, p. 6)

La capitulation du MNA devant le général de Gaulle en 1958 dément les pronostics de Lambert qui continuera toute sa vie à manœuvrer dans le dos des membres de son organisation à la poursuite de substituts divers au bolchevisme.

L'appareil petit bourgeois du FLN et la bourgeoisie algérienne ont eu les mains libres pour accéder au pouvoir. Le 5 juillet 1962, l'indépendance de l'Algérie est proclamée. L'Armée de libération nationale, dirigée par Boumediene, basée en Tunisie et au Maroc, relève l'armée coloniale, mettant au pas les combattants de la guérilla de l'intérieur qui croient que l'heure de la révolution ouvrière et paysanne a sonné.

Malgré les phrases socialistes analogues à celles de Nasser en Égypte et les illusions répandues par les révisionnistes du trotskysme sur « l'autogestion » (en particulier par Pablo qui est alors devenu conseiller du président Ben Bella), l'Algérie se révélera rapidement n'être qu'un pays capitaliste et dominé.

En 1965, le général Boumediene déclenche un coup d'État. Depuis, l'armée dirige.

Abonnement à Révolution socialiste

10 euros pour 5 numéros en France / 15 euros en Europe, en Guadeloupe, en Martinique / 20 euros ailleurs
par timbres ou par chèque à l'ordre de Re-So
Découper ou copier, remplir et envoyer à :
Re-So / AGECA service BP / 177 rue de Charonne / F-75011 PARIS

☐ Mme ☐ Mr NOM ..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Localité..... Pays.....

Adresse électronique .....@.....

REVOLUTION SOCIALISTE
On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme. Lénine

Licenciements, guerre impérialiste, baisses des salaires et des retraites... Hollande est au service du capital
Il faut un gouvernement ouvrier !

Mali Flexibilité CGT École Grèce Tunisie

n° 40 mars 20123 1,50 euro groupe bolchevik [collectif révolution permanente]

École

Dirigeants syndicaux, prononcez-vous pour le retrait du projet de loi Hollande-Peillon, l'abrogation du décret

Toutes les directions syndicales avaient jusque là négocié la prétendue *« refondation de l'école »* du gouvernement qui s'est placé totalement au service de la bourgeoisie française, qui permet et même facilite les licenciements (accord Medef-Cfdt), qui s'en prend comme Sarkozy aux Roms, qui envoie l'armée de mercenaires défendre les intérêts d'Areva et de Total au Mali.

Le mécontentement qui monte dans les écoles a contraint certaines d'entre elles (Fo, Cgt, Sud, Snuipp-Fsu) à appeler à des « journées d'action », d'abord à Paris le 22 janvier, puis à l'échelle nationale le 12 février. Les chefs PCF-PdG-NPA du Snuipp leur donnent pour objectif, non de vaincre le gouvernement, mais de *« reporter la réforme en 2014 »* dans le but de *« réussir la réforme »* en *« prenant l'avis des enseignants en compte »*.

Aucune attaque du gouvernement contre nos statuts, nos conditions de travail n'est acceptable, ni négociable ! Il faut le retrait pur et simple du décret sur les rythmes scolaires et du projet de loi !

Le décret du 8 janvier s'en prend aux conditions de travail des professeurs et des élèves. Il impose l'ouverture des écoles le mercredi matin sous prétexte d'alléger la journée des élèves et de mieux répartir les heures. Vraisemblablement, la pause méridienne serait rallongée (12 h – 14 h 15). Dans les faits, pour les élèves, il n'y aura pas raccourcissement de la journée mais plus de garderie. Au passage, cette nouvelle organisation scolaire accentuera probablement les inégalités entre élèves des communes « riches » et ceux des communes « pauvres », entre familles qui pourront payer les activités périscolaires ou pas. Elle augmentera la pression pour que les femmes renoncent à travailler ou continuent à subir temps partiels et salaires réduits.

Les municipalités vont s'immiscer dans les écoles, via l'organisation des temps périscolaires rallongés et leur secteur « petite enfance » qui co-piloterait l'accueil des enfants de deux ans.

Pour les travailleurs de l'enseignement, les enseignants, les ATSEM, cela signifie plus de temps à l'école sans augmentation de salaire. Peillon se vante d'étendre rapidement l'attaque aux collèges et lycées. En plus, le projet de loi prévoit de réduire les vacances scolaires puisque *« la durée de l'année scolaire... pourra évoluer au cours des prochaines années. »*

Les revendications des enseignants et des ATSEM s'opposent au projet de loi Hollande-Peillon et à la prime honteuse de 400 euros que propose Peillon aux professeurs des écoles pour leur faire avaler ses plans, la semaine même où la ministre Lebranchu déclare que les salaires des fonctionnaires resteront bloqués pour la troisième année consécutive.

Nous ne mendions pas une prime. Il nous faut le rétablissement des 80 000 postes supprimés par Sarkozy pour réduire le nombre d'élèves par classe dans les quartiers populaires, le rétablissement du bac pro en 3 ans, le rétablissement de tous les postes Rased, l'abrogation des lois et mesures prises par Fillon-Darcos-Chatel (programmes 2008, « socle de connaissances »...), le rattrapage de la perte de pouvoir d'achat par l'augmentation des salaires de tous les fonctionnaires !

Voilà nos véritables revendications ! Ce n'est pas « le report », « la réécriture », autant de formules qu'utilisent les directions syndicales pour dire qu'elles ne veulent surtout pas rompre avec le gouvernement.

Mais nous, nous voulons gagner et nous savons que la discussion incessante des plans du gouvernement, assortie des « journées d'action » dispersées, conduit à la défaite. C'est vrai dans l'enseignement comme dans l'automobile, comme lors des mobilisations pourtant massives en défense des retraites.

Assez de dispersion par des journées d'action ! Grève générale jusqu'au retrait !

Pour défendre le droit à l'instruction de la jeunesse et les revendications des enseignants, il faut dresser la force collective des travailleurs de l'enseignement public pour imposer le retrait du décret et du projet de loi Hollande-Peillon. Les travailleurs de l'enseignement doivent s'organiser en comités d'action pour exiger, dans les réunions syndicales et les assemblées générales, que les directions des syndicats appellent à la grève générale.

Élection de comité de grève dans chaque assemblée générale et centralisation des comités de grève !